

Academic Freedom and the Social Responsibilities of Academics in Tanzania

Chachage Seithy Chachage

*ISBN: 978-2-86978-243-3 pb;
100 pages, 2008;
price/prix: 5.000frs CFA*



Governing Health Systems in Africa

Martyn Sama & Vinh-Kim Nguyen

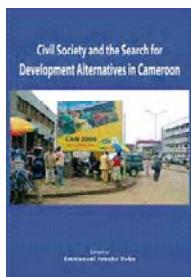
*ISBN: 2-86978-182-2;
ISBN 13: 9782869781825;
288 pages, 2008;
price/prix: Africa: 10.000frs CFA**



La crise de l'enseignement supérieur en Afrique francophone

Behtuel Makosso

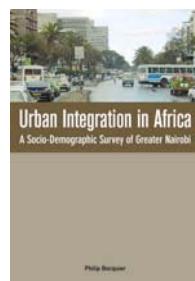
*ISBN: 978-2-86978-241-9;
129 pages, 2008;
price/prix: Africa: 7.000frsCFA**



Civil Society and the Search for Development Alternatives in Cameroon

Emmanuel Yenshu Vubo

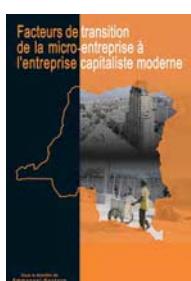
*ISBN: 978-286978-220-4 ;
240 pages, 2008;
price/prix: Africa: 10.000frsCFA**



Urban Integration in Africa: A Socio-Demographic Survey of Greater Nairobi

Philippe Bocquier

*ISBN: 978-2-86978-229-7;
150 pages 2008;
price/prix: 7,800frsCFA**



Facteurs de transition de la micro-entreprise à l'entreprise capitaliste moderne : un examen du cas de la République démocratique du Congo

Emmanuel-Gustave Kintambu Mafuku

*ISBN: 2-86978-201-2
ISBN 13: 978-2-86978-201-3;
144 pages, 2008;
price/prix: 7,500frsCFA**

For orders /Pour les commandes :

Africa:

Publications
CODESRIA
Avenue Cheikh Anta Diop x Canal IV
BP 3304, Dakar 18524 Senegal
Email: codesria@codesria.sn / publications@codesria.sn
Web: www.codesria.org

Elsewhere:

African Books Collective
PO Box 721
Ferry Hinksey Road
Oxford, OX1, 9EN, UK
Email: abc@africanbookscollective.com
Web: www.africanbookscollective.com

Indigènes est, à la fois, film de guerre, film à message et film d'auteur. Pour y évoquer ces contingents de Maghrébins qui contribuèrent, dans une grande proportion, à libérer la France, Rachid Bouchareb a trouvé le ton juste, s'appuyant sur quatre comédiens crédibles, puisque issus de l'émigration et symbole de cette élite (modèle) qui a réussi à percer dans la société française. Personne, auparavant, ne s'était encore attaché à restituer le sort de dizaines de milliers d'Africains qui, enrôlés dans l'armée française, ont participé à la libération d'un pays lui-même colonisateur et qu'ils considéraient, encore massivement, comme leur patrie. Rachid Bouchareb vient de le faire en réalisant un des plus grands succès du cinéma français de ces dernières années.

Rappelons le contexte historique : Juin 1940, la France a signé un armistice avec l'Allemagne consacrant sa défaite et son occupation. 1 400 000 soldats français sont emprisonnés. Le général De Gaulle, chef de la résistance en exil, entreprend de reconquérir sa patrie. Ce projet a besoin d'énormément d'hommes en armes : les tirailleurs sénégalais (environ soixante dix mille hommes), et maghrébins (trois cent soixante mille hommes), vont constituer le gros des troupes. Grâce à cette armée, la France sera libérée, après cinq ans de combats et d'immenses pertes humaines et matérielles, et une ultime bataille dans les Vosges, sous des tempêtes de neiges et un thermomètre descendant jusqu'à -30°. C'est un succès qui permet à l'armée française de pénétrer dans la plaine d'Alsace et d'atteindre les rives du Rhin. Le 8 mai 1945, les armées hitlériennes vaincues signent à Berlin leur acte de reddition : la guerre est terminée. Au prix de 14 000 morts, les « indigènes » ont ainsi pris une part essentielle à la libération de la France ; mais à la fin de la guerre, tous les éloges et les priviléges iront aux forces françaises de l'intérieur, tandis que ces Algériens, Marocains, Tunisiens seront les oubliés de l'histoire.

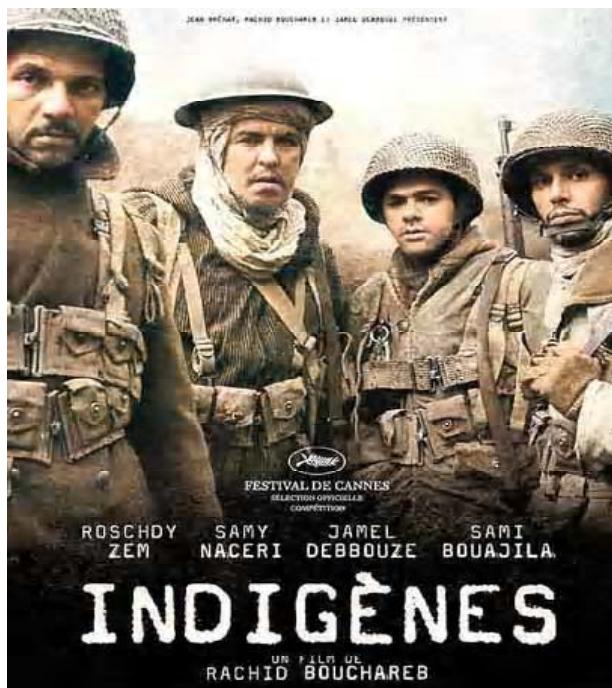
Indigènes est arrivé à point nommé (ce n'est peut-être pas un hasard) ; à l'heure du débat en France, sorte d'examen de conscience, sur le rôle de celle-ci dans ses anciennes colonies. A l'heure aussi de la revendication, pour des milliers d'Africains, du nord et du Sahara, d'une plus grande place dans la mémoire critique sur l'esclavage, le film de Rachid Bouchareb sonne tout à la fois comme une déclaration de reconnaissance pour eux et comme la dénonciation d'une injustice sur le sort qui leur fut réservé, après la guerre.

Deux reproches planaient au-dessus d'*Indigènes* avant même qu'il ne soit sorti : sa facture trop classique, d'une part et son thème par trop revendicatif. Certes, Bouchareb n'a pas lésiné sur les grandes scènes de batailles. Les moyens y sont. C'est du cinéma à l'américaine, comme un Spielberg – avec même un clin d'œil à ce dernier - a pu le faire dans son film *Il faut sauver le soldat Ryan*. Le film de Bouchareb parvient à atteindre la dimension d'une œuvre populaire, d'un film d'action de grande ampleur (il en a la facture), au double sens du terme (budget énorme et réalisation poussée dans le sens du film d'action et la touche d'un film d'auteur). L'alternance des scènes de guerre et de scènes de dialogues, parfois très intimes, confère au film un rythme juste et rend la narration fluide.

Deuxième reproche, l'aspect « film contestataire ». Peut-on désavouer Rachid Bouchareb pour avoir choisi cette histoire ? Du fait de l'actualité récente française (émeutes dans les banlieues, médiatisation de la montée de la délinquance, retour sur

Quand les *indigènes* brisent l'écran A propos du film *Indigènes* de Rachid Bouchareb¹

Brahim Hadj Slimane



la colonisation...), doit-on verser dans l'amalgame qui fait le jeu du racisme ambiant, sous prétexte d'être bien pensant ? L'histoire est importante et, encore une fois, elle tombe à point nommé, alors que la cristallisation des pensions des anciens combattants indigènes a toujours cours (loi de finances du 26 décembre 1959, qui gelait à leur niveau de 59 les retraites et pensions d'invalidité versées aux anciens combattants de l'ex empire colonial).

La réussite du réalisateur est d'avoir su ne pas forcer le message, pour s'attacher à des destins individuels qui à eux seuls parlent encore mieux de l'histoire collective et insufflent une indéniable émotion au film. On ne peut faire à Bouchareb le reproche d'avoir voulu tirer des larmes aux spectateurs, tant l'Histoire parle d'elle-même. En s'attachant aux destins personnels de Saïd (Jamel Debbouze), Abdelkader (Sami Bouajila), Messaoud (Roschdy Zem) et Yassir (Samy Nacéri), il parvient à maintenir son point de vue et à faire passer le message naturellement. Bouchareb évite ainsi l'écueil du mélo, tout comme celui du pamphlet politique, pour s'attacher à quelques histoires individuelles, et c'est ce qui fait la force et l'émotion du film : les personnages sont construits, et pas prétextes. Ils sont humains : parfois lâches, peureux, ils sont avant tout des hommes venus libérer « leur » pays du joug nazi.

Certes, certaines scènes sont parfois un peu caricaturales dans la démonstration de la différence de traitement entre « *Français de France* » et « *indigènes* », mais cette légère réserve n'entame pas la réussite du récit. Absence de fraternité, refus d'aller vers la culture de l'autre, de thèmes chers à Rachid Bouchareb, particulièrement porté, par son histoire personnelle également, sur les récits liés à

foyers, et nous avons au cœur une invincible ardeur... », toute une ardeur investie qui ne sera pas reconnue, jusqu'à aujourd'hui encore. Le 8 mai 1945, alors que la France célèbre sa libération, de l'autre côté de la Méditerranée, en Algérie, des milliers d'hommes, qui avaient contribué à cette victoire, déposent une gerbe au monument aux morts, et demandent l'indépendance de leur pays. Un jeune homme de vingt ans est abattu parce qu'il refuse de baisser le drapeau algérien qu'il brandit ; c'est le début d'un soulèvement généralisé, de ce que l'histoire retiendra comme la tragédie des massacres du 8 mai 1945. Mais ça, c'est ce qui est laissé en suspens dans le film. La suite de l'histoire laissée de côté. Et peut-être là où réside le reproche que l'on peut faire au film. A savoir de ne pas avoir été soutenu par le contexte de l'époque, dans les colonies. Or, il existait déjà un passé de résistance à l'occupation colonialiste, un mouvement, des luttes et des organisations nationalistes. Par ailleurs, aucune part n'est faite à ce qui fut, pour les Algériens du moins, l'événement immédiat et capital qui a suivi la libération de la France : les événements du 8 mai 1945 qui furent, comme l'a souligné l'historien Mohammed Harbi « *le début de la guerre d'indépendance* ».

Indigènes est un donc un long-métrage de fiction historique dans la lignée cinématographique mise en œuvre par Hollywood dans les grandes productions sur la seconde guerre mondiale et, en partie, plus tard, la guerre du Vietnam. C'est justement sur le mode de la catharsis (avec cette dose de regard « critique » incorporée) qu'opère ce film réalisé par Rachid Bouchareb, cinéaste français d'origine algérienne, certainement le plus talentueux d'un groupe de réalisateurs de même extraction et de la même génération ; à savoir Abdelkrim Bahloul, Mehdi Charef et Boualem Guerdjou. Rachid Bouchareb avait déjà réalisé, entre autre, *Little Sénégal*, un très beau film qui remonte le fil noir de l'esclavage au USA. Déjà un grand succès en salle qu'est venu couronner *Indigènes*, avec une entrée dans la cour des grands en Amérique du Nord. Tout a été mis en place pour contribuer à cette réussite.

¹ Fiche Technique

Indigènes (2005)

Durée : 2 h. 05

Réalisation : Rachid Bouchareb

Scénario et dialogues : Rachid Bouchareb et Olivier Lorelle

Coproducteur : Jamel Debbouze

Photographie : Patrick Blossier

Musique originale : Khaled, Armand Amar

Décors : Dominique Douret

Effets spéciaux : Les Versaillais

Effets visuels : L'Est

Montage : Yannick Kergoat

Production : Tessali Productions (Algérie), Kissfilms, France 3 Cinéma et France 2 Cinéma, Studiocanal (tous France), Taza Productions (Maroc), Versus Production et Scope Invest (Belgique).



signalons qu'il y a des tribus arabes qui ont limité leurs relations avec leur entourage comme la tribu de Rachâydâs en Erythrée, tandis que d'autres se sont diluées dans les sociétés d'accueil jusqu'à perdre leur langue comme les tribus de Beni Wâ'il au Tchad.

Le même phénomène peut être constaté chez l'immigration arabe contemporaine. S'il y a des communautés arabes qui vivaient presque en solitude au sein des sociétés d'accueil, il y a par contre d'autres qui se sont enracinées, entre autres, par le biais du mariage exogamique. Les descendants de ces mariages, appelés « Malâfîne »⁸ à l'Ouest du continent, rappellent les descendants d'autres mariages exogamiques, plus anciens, à l'Est du continent entre les Arabes (et les Perses) et les Africains, donnant naissance aux populations « swahilis ». Le commun entre les « Malâfîne » et les « Swahilis », malgré l'éloignement dans l'espace et le temps, est leur faille relation avec la langue arabe.

Quant à la religion, les immigrants arabes contemporains reproduisent la répartition religieuse de leurs pays d'origine. Ils sont, par exemple, des musulmans chiites ou des chrétiens maronites (ou d'autres sectes) s'ils sont des Libanais et musulmans sunnites de rite malikite s'ils sont des Marocains. Et si les confréries étaient les principales institutions qui caderaient -et cadrent toujours- la vie religieuse des anciennes communautés, d'autres institutions, plus modernes et appuyées par des Etats et des particuliers arabo-musulmans, viennent présenter leurs services. Les arabes chrétiens, de leur part, bénéficient de la même préférence de leur Eglise.

Théorie de l'intégration différentielle

A partir de cet exemple d'une immigration vers le Sud, quelle est la valeur opératoire du concept d'intégration évoqué plus haut? En d'autres termes, peut-on dire que ces communautés immigrantes sont intégrées aux sociétés d'accueil parce qu'elles sont insérées sur les plans juridique, économique et politique, et ont conservé leur identité sur le plan culturel ? La réponse est différente selon les strates du phénomène migratoire.

Pour l'ancienne immigration, elle était plus dynamique et ses actions plus marquantes sur tous les plans : conquérir des terres, édifier des Etats, ouvrir des voies commerciales, tracer des villes, diffuser une religion et une langue, répondre des mœurs. Elle a mené ces actions tout en conservant son identité culturelle. Dans ce cas, on peut bel et bien parler d'une intégration au sens prédefini. Intégration dans les sociétés d'accueil jusqu'à l'assimilation pour certaines populations.

Pour les descendants modernes de cette ancienne immigration, le portrait est différent. Ces « Arabo-africains » sont des citoyens africains et ont subi le poids de l'histoire moderne. Le degré de leur insertion dans la société et la conservation de leur identité est variable selon les

sociétés et les périodes historiques, mais aussi selon les champs sociaux (politique, économique, etc.). Certains participaient aux luttes anti-coloniales et à l'édification d'Etats nationaux tandis que d'autres affrontent les gouvernements en place. Les uns ont perdu leur langue arabe et les autres travaillent pour répandre son enseignement. Ces phénomènes, et autres, ne peuvent pas être couverts par l'acceptation donnée plus haut au concept d'intégration.

Enfin, la variabilité d'insertion et de conservation selon les sociétés, les périodes historiques et les champs est aussi constatée chez l'immigration arabe de l'après XIX^e siècle. Durant certaines périodes, les immigrés arabes avaient été exclus de certaines branches économiques à cause des politiques d'africanisation. A d'autres périodes, les portes avaient plutôt tendance à s'ouvrir à cause des politiques de libéralisation. Dans certaines sociétés, les couches sociales supérieures de la communauté immigrante activent dans le champ politique pour des raisons économiques, ce qui n'est pas le cas pour d'autres communautés qui se replient sur elle-même. Sur le plan juridique, il y a des Etats plus exigeants que d'autres en matière de nationalité. Là aussi, le concept d'intégration tel que défini ne couvre pas tous les phénomènes constatés.

Il ressort de ce qui précède que l'acceptation donnée au concept d'intégration doit être élargie pour rendre compte des phénomènes constatés et expliquer le caractère différentiel de l'intégration. En effet, la définition de l'intégration comme insertion dans les champs économique, politique et juridique et de la conservation dans le champ culturel n'est qu'une possibilité d'un univers théorique plus large. La dialectique insertion-conservation ne fonctionne pas au niveau de l'ensemble des champs mais au sein de chaque champ, sans nier les interactions existantes : une insertion dans le champ économique facilitera une insertion dans le champ politique, mais pas nécessairement dans le champ culturel. Cette variabilité d'insertion dans les différents champs sociaux explique le caractère différentiel d'intégration de la communauté immigrante dans la société d'accueil.

Autre facteur explicatif de ce caractère différentiel d'intégration est la variabilité d'insertion et de conservation des différentes couches sociales de la communauté immigrante et l'histoire propre de chaque couche. Par exemple, l'ancienne couche entrepreneur réalise une meilleure insertion dans le champ économique tandis que la nouvelle couche enseignante réalise une meilleure insertion dans le champ culturel. Mais les deux couches peuvent s'éloigner du champ politique du fait de l'instabilité du système politique de la société d'accueil.

Dernier facteur explicatif de cette variabilité d'intégration est lié à cette société d'accueil et à son histoire. La relation aux communautés immigrantes est

directement liée à l'histoire de la construction de l'Etat dans cette société et le type de relation qu'il entretient avec l'étranger. L'histoire de la mise en place du pouvoir politique, sa relation (de consensus ou de conflit) avec d'autres pouvoirs politiques dans d'autres sociétés, les intérêts économiques qu'il défend, tous ces éléments ont une incidence directe sur son comportement différentiel vis-à-vis des communautés immigrantes et partant sur le degré d'intégration de ces dernières dans la société d'accueil. Le caractère différentiel d'insertion et de conservation n'est pas seulement lié à la communauté immigrante, mais aussi à la définition de « l'étranger » donnée par la société d'accueil, définition variable selon les périodes historiques. En d'autres termes, le phénomène migratoire, généralement appréhendé comme problème de l'autre, révèle aussi les problèmes de soi.

En post-scriptum

Ce livre n'est pas le premier d'Abdessalâm BAGHDADI,⁹ mais il est, selon ses propos, « le plus grand projet de recherche » de sa vie scientifique. Cependant, son travail reste principalement descriptif, c'est-à-dire sans système conceptuel sur la relation

entre les communautés immigrantes et les sociétés d'accueil. Aussi, la méthode d'investigation adoptée, qui consiste à concevoir les mêmes rubriques pour chaque cas abordé, facilite la collecte des données et la comparaison, mais risque de dissimuler les relations entre ces cas. Enfin, sur le plan thématique, nous constatons une inégale attention accordée aux immigrations arabes selon qu'elles soient du Machrek ou du Maghreb. Pour le Machrek, nous trouvons dans le texte, par exemple, une véritable monographie sur l'Etat de Zanzibar. Nous trouvons aussi une information abondante sur l'immigration libanaise contemporaine. Par contre, nous ne trouvons pas d'informations similaires sur l'immigration maghrébine.¹⁰

Mais abstraction faite de ces remarques, le travail d'Abdessalâm BAGHDADI restera une référence non seulement pour ceux qui s'intéressent aux communautés arabes en Afrique, mais aussi pour les chercheurs sur le phénomène migratoire parce qu'en fin de compte c'est par l'accumulation des connaissances sur un phénomène que nous aboutirons à une meilleure intelligence de l'humain.

Notes

¹ UNION AFRICAINE, *Rapport de la commission sur le cadre stratégique pour une politique de migration pour l'Afrique*, Banjul, 2006.

² *Ibid.*

³ UNION EUROPÉENNE, *Troisième rapport annuel sur la migration et l'intégration*, Bruxelles, 2007.

⁴ Cité in Christiane PERREGAUX & all., *Intégrations et migrations : Regards pluridisciplinaires*, L'Harmattan, Paris, 2001, p. 190.

⁵ NATIONS UNIES, *Migrations internationales et développement*, Rapport du Secrétaire général, 2006.

⁶ Nous pouvons citer le cas de « Fadoul Group » qui active dans différentes branches (importation, assemblage, agriculture, alimentation, médecine...) dans plusieurs pays africains (Nigeria, Côte d'Ivoire, Cameroun...).

⁷ Où se trouve l'actuelle Addis-Abeba.

⁸ Ce terme est peut être : 1) une transformation du terme arabe « mokhtalafîne » qui veut dire « métis », ou 2) une transformation du terme français « mulâtres ». Les deux termes renvoient au même sens.

⁹ Voir, par exemple, sa Thèse de Doctorat intitulée : *El-wihda el-wataniyya wa mochkilat el-agallîyyât fi Afîqiâ* (L'unité nationale et problème des minorités en Afrique), Markaz dirâsât el-wihda el-arabiyya, Beyrouth, 2^{me} ed., 2005.

¹⁰ Sur l'ancienne immigration maghrébine, le lecteur peut compléter ses informations en se référant aux deux ouvrages suivants :

- Mohammed Fâdel Ali Bâri & Saïd Ibrâhîm Karîdiyya, *El-muslimoun fi gharb Afîqiâ : Târikh wa hadâra* (Les musulmans à l'Ouest de l'Afrique : Histoire et civilisation), Dâr el-kutub el-'ilmîyya, Beyrouth, 2007.

- Joseph CUOQ, *Histoire de l'islamisation de l'Afrique de l'Ouest : Des origines à la fin du XVI^e siècle*, Librairie orientale Paul Geuthner, Paris, 1984.

Immigration et intégration

L'immigration de l'homme n'est pas un nouveau phénomène, elle est ancienne dans l'histoire. Mais dans le contexte contemporain, marqué par plus d'interdépendance entre les peuples et les nations, et du fait de ses incidences économique, sécuritaire, politique, sociale et culturelle, le phénomène migratoire est devenu une question prioritaire, aussi bien pour les pays d'origine que pour les pays attractifs.

En Afrique, continent principalement fournisseur d'immigrés, les facteurs qui poussent au phénomène sont multiples : « les conditions socioéconomiques précaires, les bas salaires, le chômage, la pauvreté et le manque d'opportunité constituent les principaux facteurs qui alimentent la migration en provenance du continent africain ».¹ Parmi les facteurs politiques et sociaux « (...) figurent la mauvaise gouvernance, le népotisme et la corruption, l'instabilité politique, les conflits et les dissensions sociales (...) ».² Cette situation a poussé les Etats membres de l'Union Africaine à concevoir un cadre stratégique pour une politique de migration.

En Europe, continent principalement attractif, pour faire face à ces vagues de migrations, les Etats membres de l'Union Européenne ont été contraints de concevoir une politique commune d'intégration des immigrants. Un éventail de procédures était proposé dans différents secteurs : emploi, investissement, dialogue interculturel, protection sociale, politique urbaine, éducation, enfance et jeunesse, monde féminin³.

L'intégration des immigrants est devenue un souci majeur pour ces pays d'accueil. Les sciences sociales ont été mobilisées pour interpréter les faits et cadrer les actions avec entre autres théories celle de J. W. BERRY sur les processus d'acculturation. En effet, sur la base des deux critères de conservation de l'identité culturelle et la relation avec d'autres groupes, J. W. BERRY définit l'intégration comme suit : « Il y a maintien partiel de l'intégrité culturelle du groupe ethnique parallèlement à une participation de plus en plus marquée des individus au sein de la nouvelle société. Dans cette situation, la personne conserve son identité et d'autres caractéristiques culturelles propres (langues, habitudes alimentaires, fêtes, etc.) tout en participant aux structures économiques, politiques et juridiques avec les autres groupes ethniques de la société nouvelle ».⁴ On peut donc parler d'intégration lorsqu'il y a insertion sur les dimensions économique, politique et juridique, et conservation sur la dimension culturelle.

Une pareille approche, cependant, est-elle opératoire lorsqu'on l'applique à d'autres cas d'immigration, celle du Sud vers le Sud ? Parce que, selon un rapport des Nations Unies, « sur près de 200 millions de migrants dans le monde, un tiers environ a quitté un pays en développement pour un autre, tandis qu'un autre tiers s'est rendu d'un pays en développement vers un pays développé ; en d'autres termes, ils sont à peu près aussi nombreux à aller du Sud vers le Sud que du Sud vers le Nord ».⁵

Cas des Arabes en Afrique

Le livre d'Abdessalâm BAGHDADI sur *Les communautés arabes en Afrique* présente un cas intéressant à aborder pour répondre à cette question. Combinant la méthode historique et la méthode comparative, et décomposant l'Afrique sub-saharienne en quatre parties (Est, Ouest, Centre et Sud), l'auteur décrit la vie des communautés

Immigrer vers le Sud : cas des communautés arabes en Afrique

Sidi Mohammed Mohammedi

Abdessalâm BAGHDADI, *El-jamâ'ât el-arabiyya fî Afrîqiâ : Dirâsat fî awdhâ' el-jâliyât wa el-aqaliyyât el-arabiyya fî Afrîqiâ janoub-essahrâ'* (Les communautés arabes en Afrique : Etude sur les conditions des immigrations et minorités arabes en Afrique sub-saharienne), Markaz dirâsât el-wihda el-arabiyya, Beyrouth, 2005, 808 pages.

ISBN : 9953-82-028-7, 20 \$.

arabes à travers différentes entrées portant sur vingt-huit pays. A partir de cette riche et rare collection, nous synthétiserons dans ce qui suit les données rassemblées en quatre rubriques : origine et situation juridique, économie, politique, culture (famille, langue et religion).

Origine et situation juridique

La présence arabe en Afrique est inégalée dans l'espace parce qu'elle est étalée dans le temps. Elle est forte à l'Est, au Centre et au Sud du fait des anciennes immigrations, mais faible à l'Ouest du continent car remontant au plus au XIX^{ème} siècle. En effet, le contact entre le monde arabe et l'Afrique n'est pas daté exactement dans l'histoire, mais les historiens et les archéologues signalent des déplacements des populations de l'Arabie vers les côtes africaines (mais aussi l'inverse) depuis les temps préhistoriques. Avant l'avènement de l'Islam, événement marquant dans l'histoire arabe, les himyarites et les phéniciens, par exemple, seraient arrivés jusqu'en Afrique australe. Répandre l'Islam plus tard et la recherche de nouvelles terres et de marchés constituaient, entre autres, des stimulants pour l'ancienne immigration arabe. Ainsi se déplaçaient des tribus entières vers l'Afrique, modifiant par là même le paysage démographique, culturel, économique, social et politique des sociétés d'accueil.

Sur cette ancienne strate historique de la présence arabe se superpose une deuxième strate depuis le XIX^{ème} siècle. Les Arabes modernes (venus du Liban, Syrie, Egypte, Jordanie, Kuweit, Arabie Saoudite, Libye, Algérie, Maroc, etc.) rejoignaient les anciens foyers de l'immigration arabe ou s'orientaient vers d'autres régions, surtout à l'Ouest du continent. Et du fait de cette stratification historique, ces « Arabo-africains » deviennent soit des citoyens ayant la nationalité d'un Etat africain, soit des immigrés gardant la nationalité des pays d'origine, mais qui peuvent bénéficier aussi d'une double nationalité selon les règles juridiques en vigueur dans chaque Etat.

Economie

Cette double origine de la présence arabe en Afrique se déploie aussi dans le champ économique. Les activités principales des communautés anciennement installées étaient le commerce, l'agriculture et l'élevage. Pour le commerce, il se pratiquait par voie maritime et terrestre et constituaient l'activité vitale pour beaucoup d'émirats et Etats arabes en terre africaine comme les Showa, Oufat, Harer, etc. à l'Est du

continent du IX^{ème} au XV^{ème} siècle. Pour l'agriculture, les Arabes himyarites étaient les premiers à introduire la charrue en Abyssinie, ce qui était une révolution dans le mode de vie des sociétés africaines. Quant à l'élevage, il était la principale activité des nomades et l'est encore aujourd'hui comme c'est le cas, par exemple, des tribus de Rachâydas et Chukkaryas en Erythrée.

L'immigration arabe moderne connaît une autre histoire économique. De plusieurs cas présentés par l'auteur se dégage un profil de l'immigrant arabe. Au début de son arrivée au continent, il travaillait essentiellement dans le petit commerce de détail en parcourant les forêts, les campagnes et les bourgades avec ses marchandises. Puis il s'installait dans un petit magasin qu'il a pu ouvrir avec l'appui familial, et en s'adonnant à la médiation entre le colonisateur et l'autochtone africain, il va augmenter petit à petit ses capitaux. Après les indépendances, tout un champ s'ouvrait devant les immigrés arabes, mais non sans difficultés lorsque entraient en vigueur les politiques d'« africanisation » qui consistaient à substituer les nationaux aux immigrés dans des secteurs tels le commerce. Les Arabes, les Libanais en premier lieu, s'orientaient donc vers l'agriculture et surtout vers l'industrie de sorte que les sociétés industrielles originaires de ce pays l'ont fait émerger parmi les puissances économiques installées en Afrique.⁶ Certaines de ces sociétés ont introduit de nouvelles industries en Afrique tandis que d'autres participaient aux efforts des reconstructions qui suivaient les périodes de troubles ou de guerres comme ce fut le cas pour le Congo-Brazzaville.

Enfin, un autre profil se dégage des cas présentés. Les descendants contemporains des immigrés arabes (séculiers et modernes) ont investi l'enseignement supérieur et se sont orientés vers les professions libérales et les métiers de la classe moyenne en général. Ils sont médecins, avocats, ingénieurs, enseignants universitaires, etc. Mais il ne s'agit pas d'une tendance générale de mobilité professionnelle. Nombreux sont ceux qui continuent la tradition économique de leurs ancêtres : l'élevage ou le petit commerce de détail.

Politique

L'activité politique des Arabes en Afrique est aussi marquée par cette stratification du phénomène migratoire. Le continent n'était pas seulement une terre de refuge pour eux, surtout après les répressions politico-religieuses ou l'effondrement des

Etats (comme les Etats umayyade et abbasside), mais une terre de résidence où ils ont édifié beaucoup d'Etats. On peut citer à titre d'exemples l'Etat d'Ouzâne au VI^{ème} siècle Av. J.-C., les émirats de Kilwa, Mombassa, Kindi, Showa,⁷ l'Etat de Zanzibar à l'Est du continent qui a fini par se diluer dans la Tanzanie actuelle, l'Etat de Hamid Ben Mohammed El-Marjibi dit Tippo Tip à l'Est du Congo Démocratique et bien d'autres. Au Centre et à l'Ouest, on peut citer l'Etat de Kanem au Tchad actuel, mais aussi la présence des Etats islamiques médiévaux comme les Fatimides ou les Almoravides.

Cette ancienne présence politique arabe en Afrique s'est continuée dans les temps modernes par la résistance au colonialisme européen. En effet, cette résistance était militaire contre les forces coloniales (britannique, allemande, italienne, française ...) comme celle des sultans de Zanzibar et de Tippo Tip à l'Est ou celle de Rabeh ben Fadl-Allah au Centre. Elle était aussi politique par l'activité dans des partis nationalistes revendiquant l'indépendance. Elle était enfin une résistance culturelle par l'enseignement de la religion musulmane et la langue arabe.

Devenus citoyens d'Etats indépendants, les « Arabo-africains » peuvent participer à la vie publique sur le plan local et national jusqu'aux hautes sphères de l'Etat, continuer la tradition politique ancestrale de la « machyakhat » tribale au sein du nouveau Etat, ou même activer dans les rangs de l'opposition politique et parfois militaire. En plus des raisons politiques, ils n'hésitent pas à avancer des raisons économiques et culturelles pour justifier leur mécontentement.

L'immigration arabe contemporaine a une autre tradition politique. Malgré l'instabilité des systèmes en place, il y a un intérêt certain des immigrants arabes pour la vie politique et ce en vue de protéger leurs biens économiques, surtout en présence d'une forte concurrence. Ainsi ils ont noué des relations privilégiées avec les hauts responsables africains et ont eu eux-mêmes des responsabilités au sein des Etats d'accueil. Les immigrants libanais sont bien représentés dans ce cas de figure.

Culture : famille, langue et religion

Sur le plan culturel, l'incidence de l'immigration arabe est variable. Pour l'ancienne immigration, la tribu yéménite d'El-Ajâ'iz aurait introduit sa langue (le « Geez ») en Afrique de l'Est avant l'avènement de l'Islam. Elle était la langue officielle du royaume d'Aksoum et la langue des prières chrétiennes jusqu'à aujourd'hui. Elle aurait aussi contribué à la formation d'autres langues toujours utilisées comme les tigrina et l'amharique.

Mais c'est la diffusion de la religion musulmane qui était le principal moteur de diffusion de la langue arabe, langue du Coran que les sociétés adoptant l'Islam cherchent à apprendre. C'est ainsi qu'elle est devenue une langue utilisée au quotidien au sein de plusieurs sociétés africaines et ayant même le statut de langue officielle dans de nombreux Etats comme le royaume de Ghana, de Mali, de Songhaï, etc. Et du fait de la longue présence arabe et de la pratique de l'exogamie sur le plan familial, plusieurs langues africaines étaient marquées par l'arabe et avaient adopté l'écriture arabe comme ce fut le cas pour le swahili. Le colonialisme a travaillé plus tard, non sans résistances, pour substituer ses langues aux langues arabe et africaines comme langues officielles et de la vie courante. Enfin, pour réaliser la complexité des relations arabo-africaines, nous

Notes

¹ Interview de Guy Hennebelle, Jeune cinéma, No 34. 1968.

² Voir bio/filmographie en annexe. L'œuvre de Ousmane Sembène est accessible en DVD, à la « Médiathèque des 3 Mondes ».

³ « Sembène Ousmane, cinéaste, par Paulin Vieyra, éd. Présence Africaine, Paris, 1973.

⁴ Première Revue mensuelle du cinéma et de la télévision, éditée par l'ex RTA à Alger.

⁵ En lui décernant cette distinction, « les plus hautes autorités françaises ont voulu (lui) témoigner leur admiration », a expliqué M. Parant dans son discours.

⁶ Pour déchirer le coin d'obscurité qui en Afrique, en France et ailleurs, recouvre ce cinéaste, J P Garcia lui a consacré une merveilleuse rétrospective, lors du Festival international d'Amiens 2007. Un « Prix Sembène Ousmane du meilleur film panafricain », décidé (en partenariat avec RFI) a même été créé. (In *Le Film africain & le film du Sud* n°44/45 (mai 2004) et n°50 (février 2007).

12 Principaux films de Sembène Ousmane

Fiches techniques

BOROM SARRET (Le Bonhomme charrette/Le Charretier) Sénégal - 1962

« C'est l'histoire d'un "bonhomme charrette" qui fait le taxi avec une carriole tirée par un cheval. Entraîné par un riche client dans le quartier résidentiel interdit à ce type de véhicules, il est arrêté par un flic qui lui dresse une contravention et saisit la charrette. Le pauvre homme rentre tristement chez lui, délesté de son gagne-pain. Sa femme lui confie la garde des enfants et sort en lui disant : «Nous mangerons ce soir...»

• Sc : Sembène Ousmane • Ph/C : Christian Lacoste, Ibrahima Barro • M/Ed : André Gaudier • P : les Films Doomireew, les Actualités françaises • 20' • 35 mm • F • N&B • B&W • Int/Cast : Abdoulaye Ly, Albourah (Le cheval).

Newin productions • 120' • 35 mm • F • Coul/Col • Int/Cast : Tabara N'Diaye, Mamadou Diagne, Makhouréda Gueye, Goure, Mustapha Yade, Oumar Gueye, ismaila Diagne.

EMITAÏ Sénégal – 1971

1942. L'administration coloniale pétainiste cède le pouvoir aux hommes du Général de Gaulle. L'armée a besoin de vivres et décide de réquisitionner les réserves de riz du village. Résistance passive mais réelle, des hommes du village qui espèrent une intervention d'Emitaï le dieu du tonnerre... La répression s'installe. Le riz est livré par les hommes, commence alors le massacre des innocents.

• Sc : Sembène Ousmane • Ph/C : Michel Renaudeau • M/Ed : Gilbert Kikoïne • S : El Hadj Mbow • P : les Films Doomireew • 101' • 35 mm • F • Coul/Col • Int/Cast : Robert Fontaine, Michel Renaudeau, Pierre Blanchard, Ibo Camara, Ousmane Camara, Joseph Diatta.

FAAT-KINE Sénégal - 2000

Faat-Kine, c'est la rude ascension d'une femme trahie par les pères de ses enfants, Aby et Djib. La réussite de ces derniers à leurs examens de baccalauréat permet de jeter un regard sur le chemin de croix qu'elle a parcouru. Faat-Kine est le premier film d'une trilogie intitulée Héroïsme au quotidien. Le second volet est constitué par Moolaadé.

• Sc : Sembène Ousmane • Ph/C : Dominique Gentil • M/Ed : Kahéna Attia Riveill • S : Alioune Mbow • Mus : Yandé Codou Sene • P : les Films Doomireew • 120' • 35 mm • F • Coul/Col • Int/Cast : Venus Seye, Mame Ndoumbé Diop, Tabara Ndiaye, Awa Sene Sarr.

GUELWAAR Sénégal/France - 1992

Guelwaar est une grande figure de la résistance et un défenseur convaincu d'une Afrique non corrompue. Il est aussi de religion catholique. Il meurt à la suite d'une agression. Sa famille se regroupe dans le petit village natal : sa femme, son fils handicapé, Véronique, sa fille prostituée, et Barthélémy, son fils qui a émigré en France. Les funérailles ont lieu mais le cadavre a disparu de la morgue. Après des recherches on se rend compte qu'il s'agit d'une banale erreur administrative : deux cadavres ont été intervertis.

• Sc : Sembène Ousmane • Ph/C : Dominique Gentil • M/Ed : Marie-Aimée Debril • S : Ndiouga Mactar Ba • Mus : Baaba Mall • Déc/AD : F. Laurent Sylva, Moustapha Ndiaye • P : les Films Doomireew, Galatée, FR3 films production • 105' • 35 mm • F • Coul/Col • Int/Cast : Myriam Nyans, Lamine Niane, Bolle Mbaye, Babacar Mbaye, Cheikh Diongue.

LA NOIRE DE... Sénégal - 1966

La dramatique histoire de Diouna, une jeune fille naïve, engagée pour la durée de leur « congé » en France par un couple de coopérants. Elle part pour Antibes pleine d'illusions. En réalité, elle ne trouvera que le sort d'une bonne à tout faire et le mépris froid de ses patrons. Au fond de sa solitude, elle finira par se suicider.

• Sc : Sembène Ousmane • Ph/C : Christian Lacoste • M/Ed : André Gaudier • S : Charles Dixon, Yassala B. Sessouma • P : les Films Doomireew (Sénégal), les Actualités

françaises avec la participation du ministère de la Coopération (France) • 65' • 35 mm • F • N&B/B&W • Int/Cast : Thérèse Mbissine Diop, Anne-Marie Jelinek, Robert Fontaine, Momar Nar Sene, Ibrahima Boy.

LE MANDAT (Mandabi) Sénégal - 1968

Ibrahima Dieng, musulman pratiquant, a deux épouses dont il a eu sept enfants. Il est très bien considéré par ses amis et l'on sait qu'il a un neveu qui travaille à Paris, ce même neveu qui lui annonce l'arrivée d'un mandat de 25 000 FCFA. La nouvelle se répand dans tout le voisinage. Ibrahima se voit déjà riche. Las, les tracasseries administratives l'empêchent de toucher ce fameux mandat.

• Sc : Sembène Ousmane • Ph/C : Paul Soulignac, Georges Caristan • M/Ed : Gilbert Kikoïne • S : Henri Moline, El Hadj M'Bow • Mus : Henry Moline • P : les Films Doomireew, Comptoir français du film • 90' (version française) / 105' (version wolof) • 35 mm • F • Coul/Col • Int/Cast : Mamadou Gueye (dit Makhouréda Gueye), Younousse N'Diaye, Issa Niang, Serigne Sow, Medoune Faye, Moustapha Toure.

MOOLAADÉ Sénégal/Maroc/Cameroun - 2004

Le cycle de la salinde (purification) a lieu tous les sept ans. Au village, une grande cérémonie est préparée par la gent féminine. Toutes les fillettes de cinq à dix ans doivent être « purifiées », c'est-à-dire excisées. Mais cette fois, six d'entre elles s'enfuient avant l'opération. Les deux premières disparaissent dans la nature, tandis que les quatre autres demandent le moolaadé (droit d'asile) à Colle Ardo dont le mari est en voyage.

• Sc : Alioune Mbow • Ph/C : Dominique Gentil • M/Ed : Abdellatif Raiss • S : Denis Guilhren • Mus : Bonanca Maïga • Déc/AD : Joseph Kpobly • Cos : Sidi Amadou Ouedraogo, Jean-Marie Zongo, Adama Sawadogo • P : les Films Doomireew, Ciné-Sud Promotion, Ciné-téléfilms, Les Films Terre africaine, Direction de la Cinématographie nationale du Burkina Faso • 95' • 35 mm • F • Coul/Col • Int/Cast : Fatoumata Coulibaly, Maïmouna hélène Diarra.

Bibliographie

Berte, Abdoulaye A., 1984, « *Le Dernier de l'empire* par Sembène Ousmane », *Présence Africaine* 130 (2), 170-179.

Case, Frederick Ivor, 1993, « Aesthetics, Ideology, and Social Commitment in the Prose Fiction of Ousmane Sembène », in Gadjigo et al., 3-13.

Diouf, Madior, 1986, *Comprendre 'Véhi-Ciosane' et le 'Mandat' de Sembène Ousmane*, Issy-les-Moulineaux : Éditions St Paul.

Givanni, June, ed., 2000, *Symbolic Narratives. African Cinema. Audiences, Theory and the Moving Image*, Introduction by Imruh Bakari, London : British Film Institute Publishing.

Julien, Eileen, 1992, *African Novels and the Question of Orality*, Bloomington and Indianapolis : Indiana University Press.

Memel-Fote, Harris, 1970, « Le monde dans les cultures négro-africaines », *Présence Africaine* 73 (1), 223-247.

Miller, Robert Alvin, 1987, « Diégèse et anté-diégèse de Véhi-Ciosane », *Perspectives Théoriques sur les Littératures africaines et Caraïbennes*, ed. Crosta, Miller and Onyeoziri, Université de Toronto, 111-123.

Murphy, David, 2000, *Sembène, Imagining Alternatives in Film and Fiction*, Oxford : James Currey/ Trenton, NJ : Africa World Press.

Mouralis, Bernard, 1993, *L'Europe, l'Afrique et la folie*, Paris : Présence Africaine.

Peters, Jonathan A., 1982, « Sembène Ousmane as griot : The Money-Order with White Genesis », *African Literature Today* 12, 88-103.

Nkashama Ngandu, Pius, 1977, « Le roman africain moderne : itinéraire vers la folie », *Présence Francophone*, 15, 78-92.

Sembène, Ousmane, 1960, *Les Bouts de bois de Dieu*, Paris : Le Livre contemporain; Presses-pocket, 1971.

Sembène, Ousmane, 1972, « L'image cinématographique et la poésie en Afrique », *Rencontre Internationale des Poètes*, Berlin, 22-27 déc. 1964, in Vieyra, 165-173.

Sembène, Ousmane, 1966 ; 1969, *Le Mandat*, précédé de *Véhi-Ciosane*, Paris : Présence Africaine.

Sembène, Ousmane, 1973, *Xala*, Paris : Présence Africaine.

Sembène, Ousmane, 1985, *Le Dernier de l'empire*, 2 vols, Paris : L'Harmattan, 1981. Réimpression en 1 vol.

Sembène, Ousmane, 1987, *Niawam* suivi de *Taaw*, Paris : Présence Africaine.

Soyinka, Wole, 1976, *Myth, Literature and the African World*, Cambridge : Cambridge University Press.

Snyder, Émile, 1976, « Le malaise des indépendances : aperçus du nouveau roman africain d'expression française », *Présence Francophone* 12, 69-78.

Tine, Alioune, 1985, « Pour une théorie de la littérature africaine écrite », *Présence Africaine* 133-4, 99-121.



Cette confidence du grand maître africain du cinéma résume en fait toute son œuvre. Comment, en quelques lignes, faire l'éloge de cet homme de talent qui, par son engagement irréprochable, la pertinence de ses travaux, la cohérence de ses écrits et de ses images et l'originalité de son style qui, bien malgré lui, s'est trouvé propulsé en tête du peloton des créateurs africains. Se revendiquant idéologiquement du marxisme-léninisme, le citoyen rebelle n'a jamais renié ses convictions politiques, ni renoncé à son militantisme. Ses préoccupations, les drames et les souffrances endurés par les Africains se reflètent parfaitement à travers une œuvre littéraire et cinématographique¹ très riche qui a fertilisé et nourri la conscience politique de plusieurs générations de cinéastes et d'écrivains.

Très tôt, s'est imposé à lui le besoin impérieux de s'exprimer, par l'écriture d'abord, par l'image ensuite pour dénoncer les injustices faites aux hommes et aux femmes en souffrance. La trajectoire de Sembène Ousmane (né le 1^{er} janvier 1923 à Ziguinchor, Sénégal, mort le 9 juin 2007 à Dakar, Sénégal), a commencé avec un premier roman, *Docker noir* (1957), une description du pénible quotidien du docker qu'il fut durant une dizaine d'années à Marseille. Suivirent ensuite, en l'espace de quelques années, *Oh pays, mon beau peuple* (1957), *Voltaïque* (1962), *L'Harmattan* (1964), *Les Bouts de Bois de Dieu* et *Véhi-Ciosane* (1965). Revendiquant son droit et son désir de faire une œuvre artistique, Sembène n'a eu de cesse, à travers ses écrits, de célébrer les arts et l'artisanat africain, la sculpture, la musique et surtout l'orfèvrerie et les objets d'usage décorés.

Son approche politique, poétique et stylistique peut désarçonner, mais elle fascine à plus d'un titre. Une culture mettant en avant ses propres références et métaphores, dans une démarche qui ne correspond pas forcément aux critères internationaux et aux modes en cours, mais dont l'originalité s'impose. Mais si, jusqu'à son dernier grand roman, *Le Dernier de l'empire* (1981), Sembène s'est toujours vu reprocher, par les critiques et par certains de ses lecteurs les plus enthousiastes, son style « négligé », son esthétique « douteuse » et son « médiocre » talent d'écrivain, il n'en demeure pas moins que sa représentation littéraire de l'Afrique, de ses habitants et de ses femmes, a suscité de multiples études sociologiques et idéologiques. Homme d'action trépidant et animé d'un idéal humaniste, son œuvre a été conçue pour donner à voir et pour dénoncer. Il n'avait cure de ses détracteurs, pour la plupart des parvenus issus de la nouvelle classe africaine des intellectuels et cadres arrogants.

Convaincu du fait que tout peuple qui perd son image perd aussi son identité, son passé, son présent et son avenir, et désireux de toucher le plus grand nombre possible de ses concitoyens pour la plupart des analphabètes, l'éveilleur de conscience décide d'entamer une nouvelle carrière. Une bourse offerte par l'institut de cinéma VGIK de Moscou va révéler sa véritable vocation : le cinéma, cet art qu'il a commencé à aimer très jeune, lorsqu'à chaque bonne note scolaire, son père lui offrait une place pour voir un film. Une fois la technique de l'image et du son assimilée, il se lance très vite dans la réalisation de films engagés. Son regard sur l'Afrique va l'inciter à démonter tout d'abord la mécanique coloniale et ses conséquences désastreuses. Sa dialectique de l'oppression engendrera une écriture cinématographique pertinente, stricte et

« Ce qui m'intéresse, c'est d'exposer les problèmes du peuple auquel j'appartiens... Pour moi le cinéma est un moyen d'action politique »¹

Mohamed Bensalah



sans concessions, profondément enracinée dans le terroir et totalement imprégnée de culture populaire. Empruntant au folklore sans le trahir, et restituant la réalité africaine dans toute son éloquence, sa respiration et ses rythmes, le cinéaste-militant va donner libre court à son imagination fertile et à son esprit critique aiguisé.

A travers des films qui abordent de front les sujets les plus délicats ou déclarés tabous, le cinéaste prolifique va, toute sa vie durant, dévoiler les cruautés du colonialisme en mettant à nu, tout à la fois, les abus, le racisme, les préjugés et les mœurs rétrogrades. Sa production s'avère être une véritable charge contre tous les totalitarismes, toutes les oppressions et toutes les violences. Ses images, mieux que tout discours, situent l'homme et traduisent le sens qu'il assignait à sa vie. A travers *Emitaï* (1971), *Camp de Thiaroye* (1988), *La noire de...* (1966), *Le Mandat* (1968), 1^{er} film africain parlant *Ouolof, Ceddo* (1976), les gens du refus, *Xala* (1974), *Moolaadé* (2004), la corruption, les mœurs assassines, l'exploitation de l'homme, les discriminations, les affres bureaucratiques, le néocolonialisme, le poids des traditions, l'aliénation religieuse, les perversions sexuelles et le maraboutisme sont clairement dénoncés. Jusqu'à *Guelwaar* (1991) et *Faat Kine* (2001), deux premiers volets d'une trilogie qui devait se clore avec *La confrérie des rats*, demeurée inachevée, l'autodidacte, devenu écrivain puis cinéaste, est toujours resté fidèle à lui-même, à ses convictions et à son peuple. En fait, c'est à travers son expression cinématographique que s'est affirmée sa voie. Sa dernière leçon de cinéma, c'est à Cannes qu'il la donna à l'occasion du Festival de 2005, à l'invitation de Gilles Jacob.

Rencontré au Fespaco à Ouagadougou, le membre fondateur du Festival panafricain du cinéma et de la télévision, qui appréciait tout autant Brecht que Einstein, nous confiait : « le développement du cinéma ne devait pas dépendre de la bonne volonté des milieux français ». Le pionnier de la résistance par l'image à l'inspiration fertile et à la critique féroce et sans ambiguïté, avait le sens du vrai et du beau. A travers le

militant perçait le poète. Dès ses premiers films, *Barrom Sharrett* (1963), *Niaye* (1964, courts-métrages), *La noire de...* (1966) et *Le mandat* (1967, longs métrages), primés un peu partout, Sembène Ousmane a été consacré metteur en scène de classe internationale. Ses détracteurs les plus virulents reconnaissaient sa rigueur intellectuelle et son honnêteté morale. N'ayant jamais cédé ni aux diktats ni aux vertiges de la notoriété, « Le Soleil », ou « l'Ainé des anciens » comme aimait à le surnommer ses amis, a fait de la lutte contre les exactions, les autoritarismes et les ostracismes, son cheval de bataille, critiquant, dénonçant et stigmatisant tous les abus de pouvoir.

C'est à Paulin Vieyra que le pionnier incontestable du roman et des cinémas d'Afrique avouait sa déception : « *Le 7^{me} art, en Afrique, a longtemps été unilatéral en ce sens qu'il n'a véhiculé qu'un seul visage de notre univers*²... Nous voulons comme nos poètes, nos romanciers, apporter à l'universel le vrai visage de l'Afrique ». La certitude que le 7^{me} art pouvait non seulement changer le cours des choses et interférer sur le déroulement de l'histoire, mais aussi contribuer à la naissance d'un monde nouveau, incita celui qui fut tour à tour, pêcheur, maçon, mécanicien, tireur et enfin docker à Marseille durant dix ans, à opter pour la plume et l'image révolutionnaires pour dénoncer et déranger les nantis, mais aussi pour éveiller les consciences endormies. Convaincu du fait que tout peuple qui perd son image, perd aussi son identité, son passé, son présent et son avenir, le défenseur de la liberté, comme le dénommait Abdou Diouf, a très vite choisi son arme de combat : l'image. Cette dernière nous restitue l'homme en traduisant parfaitement le sens qu'il assignait à sa vie. « Plus besoin de nous référer à d'autres voix, d'autres critères pour nous délivrer notre label d'africanité », écrivait-il à la rédaction des « Deux Ecrans », en mai 1978.³

Considéré, adulé et même vénéré par la nouvelle vague de cinéastes, Sembène Ousmane incarne une légende toujours vivante. Toute une génération, sensible à la rectitude de son propos, à l'ascétisme de

sa pensée et de son style, et à la chaleur de son contact, demeurera longtemps profondément marquée par ce créateur engagé, authentiquement africain, cet artiste du peuple, défenseur résolu de la cause des femmes. A travers une œuvre littéraire et cinématographique aussi impressionnante et au caractère flamboyant, l'Afrique retrouve la plus spectaculaire de ses transcriptions et inscrit sa place dans le cinéma mondial.

Par ses engagements et sa grande rectitude, « l'Ainé des anciens » s'est aliéné beaucoup de gens durant sa vie. Sa disparition montre à quel point il était grand. Vivant en osmose au sein de sa société, il avait parfaitement identifié les souffrances et les luttes de ses concitoyens. L'Afrique fut sa vraie source d'inspiration et les Africains, les premiers destinataires de ses messages. « *L'Europe n'est pas mon centre* », déclarait-il ostensiblement lors d'un passage à la Cinémathèque algérienne, répondant à un spectateur qui le questionnait sur les rapports de l'Afrique avec l'Occident. « *Si tu n'aperçois pas l'Ancien dans les ténèbres, lui, il se voit et te voit* » nous répétait-il sans cesse. Son décès, à l'âge de 84 ans, bien qu'attendu par tous ceux qui connaissaient son état de santé, a causé une très vive émotion. Le Monde et l'Afrique ne perdent pas uniquement l'un de leurs meilleurs esprits ; ils portent le deuil d'une certaine idée de l'engagement.

« *L'artiste que nous honorons, mais aussi l'homme de conviction, l'artiste engagé, au service d'un devoir de mémoire et d'un humanisme exigeant et l'autodidacte, formé à l'école de la vie, a tracé son sillon avec un regard critique et militant* », déclarait à Dakar l'Ambassadeur de France.⁴ Ainsi, le « mécénat » (comme il se définissait lui-même) mobilisé de force dans le 6th régiment d'Artillerie, le rebelle qui avait placé en lettres rouges l'inscription « *Galle ceddo* » (homme du refus de ce qui les assouvit) sur le fronton de sa maison à Dakar et qui, toute sa vie durant, a lutté férolement contre le colonialisme et le néocolonialisme, fut promu de son vivant, au rang d'officier dans l'Ordre de la Légion d'Honneur, l'une des plus hautes distinctions françaises.

Le 9 juin 2007, à Dakar, Sembène le magnifique a décidé de marquer une pause. Ses écrits, et surtout ses images, vont servir de relais en poursuivant son itinéraire. La constance de sa thématique durant un demi-siècle, va continuer à résonner comme un écho dramatique d'une impossibilité profonde à accorder vision personnelle et réalité. A travers ses ouvrages et ses films, énigmatiques pour certains, bien ancrés dans le réel pour d'autres, les nouvelles générations sont interpellées. Elles vont découvrir une œuvre et, à travers elle, un continent et un peuple, mis à nu par la colonisation, la bureaucratie et tous les parias nécrophiles.

Si comme le disait Jean Pierre Garcia, qui lui a consacré un vibrant hommage, « *Il est encore trop tôt pour exprimer à quel point sa sagesse nous manquera* »⁵ le moment semble venu de saluer l'homme sensible, courageux, enthousiasme et persévérand, dont l'énergie débordante et la force de conviction demeurent exemplaires. Espérons, qu'à l'occasion du premier anniversaire de sa disparition, l'hommage qui lui revient lui sera rendu, dans son pays d'abord, à travers le monde entier.



Governance Trends in West Africa, 2006

A Synthesis Report

Adebayo Olukoshi

This synthesis report is a product of the quarterly monitoring reports that were prepared by researchers based in different countries across the sub-region. The report is a direct product of a collaborative endeavour that was launched in the last quarter of 2005 between the Council for the Development of Social Science Research in Africa (CODESRIA) and the Open Society Initiative for West Africa (OSIWA), for the purposes of the monitoring exercise that was undertaken. In this synthesis report, a broad definition of West Africa was adopted to include all the members of the Economic Community of West African States (ECOWAS) as well as Cameroon, Mauritania and Chad.

ISBN: 2-86978-212-8;
ISBN 13: 9782869782129;
32 pages, 2008;
price/prix: 5.000frsCFA*



ISBN: 2-86978-213-6;
ISBN 13: 9782869782136;
33 pages, 2008;
price/prix: 5.000frsCFA*

les tendances de la gouvernance en Afrique de l'Ouest en 2006

Rapport de synthèse

Adebayo Olukoshi

La production du présent rapport de synthèse a mis à contribution les rapports de suivi trimestriels préparés par des chercheurs basés dans différents pays de la sous-région. Il est le produit direct d'un effort de collaboration initié au cours du dernier trimestre de 2005 entre le Conseil pour le développement de la recherche en sociale en Afrique (CODESRIA) et l'Open Society Initiative for West Africa (OSIWA). Pour les besoins du travail de suivi engagé et de ce rapport de synthèse, une définition large de l'Afrique de l'Ouest englobant tous les Etats membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), plus le Cameroun, la Mauritanie et le Tchad, a été adoptée.



Gender, Science and Technology: Perspectives from Africa

CODESRIA Gender Series Volume 6

Edited by *Catherine Wawasi Kitetu*

Although gender and non-gender scholars have studied men, such an academic exercise requires a critical and focused study of masculine subjects in particular social contexts, which is what this book attempts to do. This empirically rich collection of essays, the seventh of the *CODESRIA Gender Series*, deals with critical examinations of various shades and ramifications of Africa's masculinities and what these portend for the peoples of Africa and for gender relations in the continent. So much has changed in terms of notions and expressions of masculinities in Africa since ancient times, but many aspects of contemporary masculinities were fashioned during and since the colonial period. The papers in this volume were initially discussed at the 2005 month-long CODESRIA Gender Institute in Dakar. The contributors are gender scholars drawn from various disciplines in the wide fields of the humanities and the social sciences with research interests in the critical study of men and masculinities in Africa.

ISBN: 2-86978-221-1;
2008; 177 pages;
price/prix: CFA 6.000;



Masculinities in Contemporary Africa

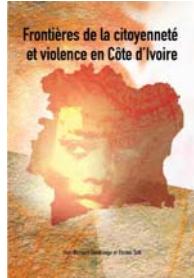
CODESRIA Gender Series Volume 7

Edited by/Édité par *Egodi Uchendu*

Although gender and non-gender scholars have studied men, such an academic exercise requires a critical and focused study of masculine subjects in particular social contexts, which is what this book attempts to do. This empirically rich collection of essays, the seventh of the *CODESRIA Gender Series*, deals with critical examinations of various shades and ramifications of Africa's masculinities and what these portend for the peoples of Africa and for gender relations in the continent. So much has changed in terms of notions and expressions of masculinities in Africa since ancient times, but many aspects of contemporary masculinities were fashioned during and since the colonial period. The papers in this volume were initially discussed at the 2005 month-long CODESRIA Gender Institute in Dakar. The contributors are gender scholars drawn from various disciplines in the wide fields of the humanities and the social sciences with research interests in the critical study of men and masculinities in Africa.

ISBN: 2-86978-227-3;
288 pages; 2008;
price/prix: CFA 7.500;

Frontières de la citoyenneté et violence politique en Côte d'Ivoire
Sous la direction de Jean Bernard Ouedraogo et Ebrima Sall



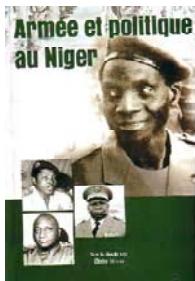
ISBN: 2-86978-217-9;
 ISBN 13: 9782869782174;
 217 pages, 2008;
 prix/price: 10.000frsCFA*

Ce volume est à la recherche d'une explication aux événements survenus depuis 1999 en Côte-d'Ivoire, qu'il est convenu d'appeler la « crise ivoirienne ». Il semble que l'interprétation événementielle des faits apportait des explications insatisfaisantes à cette fracture profonde et que la bonne perspective conduisait obligatoirement à revisiter les catégories théoriques essentialistes que s'obstinent à nous imposer un regard faussé, alourdi par des préjugés ethnocentriques. Une prise de distance avec l'événementiel passe par un questionnement approfondi sur les causes de l'effondrement annoncé du modèle dit ivoirien ; le sens historique des choses est appelé pour examiner l'enchaînement et l'interaction des faits dont il faut, à chaque fois, statuer sur le poids historique dans la direction tragique de la dynamique sociale.

En cherchant les origines sociales de l'irruption de cette déchirure sociale et politique, les auteurs du volume partent tous d'une question centrale : de quelle manière le poids de la formation de la société ivoirienne moderne intervient-il sur les modalités des actions individuelles et des regroupements collectifs actuels ?

Armée et politique au Niger

Sous la direction de Idrissa Kimba



ISBN: 2-86978-216-0;
 ISBN 13: 9782869782167;
 288 pages, 2008;
 price/prix: 12.000frsCFA*

Elaboré par une équipe pluridisciplinaire, cet ouvrage propose une analyse sur la longue durée des rapports de l'armée avec la politique dans une perspective historique et sociologique (l'apparition des chefs de guerre au XIX^e, le passage d'une armée coloniale à une armée nationale, la politisation de l'armée et l'émergence des « militaires politiciens », la sociologie de l'armée...). Il tente de répondre à une question-clé: Pourquoi l'armée est-elle si fortement présente en politique au Niger ?

Industrie musicale au Sénégal: Essai d'analyse

Sous la direction de Saliou Ndour



ISBN: 978-2-86978-234-1;
 200 pages, 2008;
 price/prix: 8,000frsCFA*

Comme pour l'Afrique en général, l'enseignement supérieur en Afrique francophone a connu une forte expansion en terme d'effectifs des étudiants et du nombre de structures depuis son avènement.

La rupture des grands équilibres macroéconomiques des années 1980 a engendré la crise et la fin du développement de ce secteur éducatif. Cette crise multiforme qui concerne à la fois la pertinence, la qualité, la gestion et le financement de l'enseignement supérieur a engendré

For orders /Pour les commandes :

Africa:

Publications
 CODESRIA
 Avenue Cheikh Anta Diop x Canal IV
 BP 3304, Dakar 18524 Senegal
 Email: codesria@codesria.sn /
publications@codesria.sn
 Web: www.codesria.org

Elsewhere:

African Books Collective
 PO Box 721
 Ferry Hinksey Road
 Oxford, OX1, 9EN, UK
 Email: abc@africanbookscollective.com
 Web: www.africanbookscollective.com

Cependant, Suret-Canale qui connaissait les travaux de Cheikh Anta Diop et de Joseph Ki-Zerbo (qu'il avait côtoyé aussi dans le militantisme) plaçait beaucoup d'espoir sur les travaux des nouvelles générations d'historiens d'Afrique noire. Il écrivait en effet dans l'avant propos du deuxième volume : « En écrivant ce livre, nous n'avons eu aucune autre ambition que de défricher quelques voies, de dégager quelques horizons. Il ne nous a pas été possible, par exemple, de mettre en lumière, comme il aurait convenu, la vie et l'histoire des peuples africains pendant cette période. Une telle recherche supposerait un énorme travail d'enquête « sur le terrain », travail à peine entrepris à l'heure actuelle et que seuls les Africains eux-mêmes pourront mener à bien ».

Suret-Canale, l'homme que j'ai connu

L'espoir placé en les nouvelles générations, j'ai pu moi-même le constater après avoir connu et travaillé avec l'homme dont j'avais jusque là, à peine feuilleté certains écrits. Ce fut durant la période 1974-1978 lorsqu'il avait été recruté par l'Université d'Oran pour y enseigner en géographie, mais aussi au département de sociologie où moi-même enseignant-débutant, je fus son assistant pour le cours de « sociologie des sociétés en formation » qu'il assurait (une matière qui recoupait en fait le cours sur « les théories du sous-développement » enseigné en sciences économiques). Inutile de dire que je fus frappé par son savoir et encore plus par ses approches et ses qualités didactiques, et que cette expérience a été parmi celles qui m'auront marqué dans ma carrière pédagogique. Il faut dire qu'en fait, nous avions beaucoup d'affinités idéologiques et qu'avec certains collègues dont le regretté Abderrahmane Fardeheb (professeur d'économie lâchement assassiné par des terroristes), nous avions très souvent l'occasion de nous retrouver, parfois avec nos familles, pour mener des discussions passionnantes.

Nous étions beaucoup Suret-Canale nous parler du socialisme, des débats auxquels il participait et de ses écrits et apprécions sa modestie et la fidélité à ses engagements, mais aussi sa connaissance du monde et le sens critique qui le caractérisait. Quelques anecdotes me viennent à l'esprit concernant une campagne électorale qu'il avait mené en pleine Guerre froide en France comme candidat de son parti aux législatives en Bretagne, ou ses voyages dans les pays

socialistes en Europe ou en Asie (la Corée notamment). Il nous parlait très souvent de l'Afrique dont il gardait la nostalgie de son militantisme syndical et au Rassemblement démocratique africain (R.D.A.) au sein duquel il avait fréquenté y compris de futurs chefs d'Etat dont la trajectoire fut parfois marquée de retournements (F. Houphouet-Boigny). Il nous parlait aussi du Parti africain de l'indépendance (PAI, Sénégal), et le l'Union des populations camerounaises de Felix Moumié (U.P.C., Cameroun), des problèmes du Sahel, des enjeux au Congo-Brazzaville depuis l'arrivée à la présidence de Marian Ngouabi, mais aussi d'autres Etats africains en Afrique australe et bien entendu la Guinée où il avait vécu. Nous l'avions vu affecté par l'article d'un grand quotidien en France (*le Monde*) sur A. Sékou-Touré, dans lequel il était cité de manière tendancieuse tout en faisant le silence sur la mise au point qu'il avait dûment envoyée. J'ai eu aussi à constater sa joie et son émotion lorsqu'il rencontra l'universitaire hongrois Imre Marton de passage à Oran qui fut son compagnon dans la Résistance en France, puis après l'indépendance de la Guinée, coopérant lui-même dans ce pays. Nous discutions bien entendu de la situation en Algérie et au Maghreb auxquels il s'intéressait, d'autant plus nous expliquait-il que l'association de solidarité avec les peuples d'Afrique (A.F.A.S.P.A.), au sein de laquelle il militait et qui ne s'intéressait jusque là qu'à l'Afrique noire, avait décidé d'étendre ses activités à tout le continent. Après son départ, il est arrivé parfois de correspondre ou de parler au téléphone lors de mes passages en France. Dans les années 1990, j'avais essayé de le joindre une dernière fois en téléphonant à son domicile à Billancourt. J'avais eu sa fille au bout du fil qui me communiqua l'adresse de la maison où il s'était, avec son épouse (que nous avions connue aussi à Oran), retiré en Gironde ainsi que son nouveau numéro de téléphone. Je l'appelai et aux premiers mots dits par moi, il me reconnut et cita mon nom. Il avait non seulement gardé bonne mémoire, mais se tenait informé puisqu'il me parla aussitôt de l'ouvrage sur l'histoire de la Guerre de libération en Algérie, que je venais de publier quelques temps auparavant avec Gilles Manceron. Quelques semaines plus tard, je reçus une lettre où il me faisait de manière détaillée part de ses remarques. Comme à l'époque où il suivait de près nos travaux universitaires.

Notes

¹ Nous sommes redatables pour les éléments biographiques contenus dans cet article, au témoignage rédigé par l'africaniste Catherine Caquay-Vidrovitch qui a bien connu Suret-Canale et publié sous le titre « L'histoire africaine perd son premier interprète » dans le quotidien *L'Humanité* du 26 juin 2007, ainsi qu'à l'article « Jean Suret-Canale » publié dans *Wikipédia, l'encyclopédie libre*. Un certain nombre d'autres sites donnent aussi quelques informations sur Suret-Canale et sa famille mise en ligne sur le site <http://Wikipédia.org/w/index.php>.

² Même si ceci pouvait parfois être aussi le cas pour des historiens des générations précédentes, tels C.E. Labrousse dans une certaine mesure (Ch. A. Julien).

³ En Afrique, mais aussi en URSS où l'Académie des Sciences avait habilité ses travaux et en Allemagne de l'Est où le titre de docteur Honoris Causa lui avait été décerné par l'Université de Leipzig et dans d'autres pays où ses articles étaient publiés et traduits.

⁴ Thèse publiée en 1987 sous le titre *Afrique et capitaux*.

⁵ On pourra rappeler ici que J. Suret-Canale avait co-signé avec Jean-Emile Vidal *La Corée populaire*, Paris, Editions Sociales, 1973 avec une version en coréen publiée en 1982.

⁶ Cf. Le message de l'A.F.A.S.P.A. publié à l'occasion du décès de Suret-Canale, signé par son président en exercice Jean Paul Escoffier a été diffusé sur le site <http://www.afaspa.com/article.php3>.

⁷ Cf. J. Suret-Canale, *Le Groupe d'études communistes en Afrique noire*, Paris, l'Harmattan, 1994.

⁸ Cf. Jean Suret - Canale, *Afrique noire de la Colonisation aux indépendances 1945-1960*. Paris, Editions sociales 1972.

⁹ J. Suret-Canale publiera ensuite *La République de Guinée*. Paris, Ed. Sociales, 1980.

¹⁰ Cf. J. Suret-Canale et Marie-Françoise Durand. *Comprendre la faim dans le monde*. Paris, Messidor - Editions sociales, 1984. Pierre Gourou, qui avait d'abord expliqué le sous-développement par des causes de géographie physique a cependant nuancé son approche vers la fin de sa vie dans les années 1980. On se référera à ce propos à « l'Eloge » qui fait de cet auteur Xavier de Planhol dans *Mondes et cultures, Compte rendu annuel des travaux de l'Académie des sciences d'Outre-Mer*. Paris, tome LXVI - 2006 - volume 1.

¹¹ Cf. Encore sa contribution à l'ouvrage : *Le livre noir du capitalisme*. Paris, Le temps des cerises, 1997 et 2002.

¹² Cf. Le site <http://Calenda.Revues.org/nouvelles/9104.html>.

¹³ Le premier ouvrage de R. Cornevin. *Histoire de l'Afrique des origines à nos jours*, Paris, Editions Payot, 1956.

¹⁴ Publié d'abord à Londres en 1959 sous le titre : *Old Africa Rediscovered* l'ouvrage de B. Davidson sera traduit en français et publié aux Editions P.U.F., Paris, sous le titre, *l'Afrique avant les blancs*, puis de nouveau aux Editions Maspero en deux volumes et sous le titre *l'Afrique ancienne*.

¹⁵ Les trois volumes ont été publiés à Paris par les Editions sociales

¹⁶ Le troisième volume traite essentiellement de l'aspect économique, les aspects social et politique étant annoncés pour un quatrième et un cinquième volume.

¹⁷ Pour ce premier volume, nous nous référerons ici à l'édition de 1968, et pour les volumes 2 et 3 nous nous référerons aux éditions de 1971 et 1972.

¹⁸ Pour en savoir plus sur la question, il faudra sans doute attendre la publication de l'ensemble de ses écrits dont la revue *La Pensée* aurait pris l'initiative (selon le communiqué publié par l'A.F.A.S.P.A. après l'annonce du décès).

Oeuvres de Jean Suret-Canale (bibliographie sélective)

1. *L'Afrique noire occidentale et centrale. Géographie, civilisations, histoire*, Paris, Editions sociales, 1958.
2. *Afrique noire. L'ère coloniale 1900-1945*. Paris, Editions sociales, 1964.
3. *Afrique noire de la Colonisation aux indépendances 1945-1960*. Paris, Editions sociales, 1972.
4. (En collaboration avec Jean-Emile Vidal) *La Corée populaire*, Paris, Editions Sociales, 1973 (une version en coréen publiée en 1982).
5. *La République de Guinée*, Paris, Ed. Sociales, 1980.
6. (En collaboration avec Marie-Françoise Durand) *Comprendre la faim dans le monde*. Paris, Messidor – Editions sociales, 1984.
7. *Le groupe d'études communistes en Afrique noire*, Paris, l'Harmattan, 1994.

◎ ◎ ◎



Né à Paris en 1921, Jean Suret-Canale est décédé le 23 juin 2007 dans un village de province (en Gironde) où il s'était retiré pour y passer les dernières années de sa vie. Non à se reposer après une activité intellectuelle et militante particulièrement intense, mais pour prendre le temps de s'y consacrer encore plus et de la poursuivre.

Cet homme aura consacré la partie la plus marquante de son œuvre à forger un regard nouveau sur le passé et le présent de l'Afrique, amenant ainsi sa contribution au processus en cours de rupture radicale par rapport à l'idéologie coloniale et orientée vers la libération du continent.

Un universitaire engagé

Très tôt, Suret-Canale aura à prendre contact avec la réalité du monde colonial puisqu'il reçut premier au concours général en thème « latin et avec un accessit en géographie ». Il peut en 1938 après avoir bénéficié d'une bourse de voyage, faire son premier déplacement en Afrique, plus précisément au Dahomey (actuel Bénin), puis de nouveau classé premier en géographie au même concours organisé en 1939, il fera un séjour en Indochine. Cette même année, il adhéra sous l'influence de son professeur de philosophie à l'Union des étudiants communistes (U.E.C.) puis au Parti communiste (P.C.F.), dont il deviendra plus tard membre du comité central. Lors de la Seconde Guerre mondiale, il participe à la résistance contre les Allemands qui occupent son pays avec des périodes d'emprisonnement puis de clandestinité en relation avec les réseaux de Francs-tireurs partisan (F.T.P.), ce qui en fera à la libération un médaillé de la Résistance avant d'être reçu en 1946 à l'agrégation de géographie.¹

C'est déjà là une trajectoire assez singulière, même si tel fut le cas d'autres jeunes passés aussi par l'université, des géographes parmi lesquels Jean Dresch plus âgé dont les travaux porteront sur le Maroc et l'Afrique, ou un peu moins âgé, André Prenant qui deviendra spécialiste de l'histoire et de la géographie de l'Algérie et du Monde arabe. Sur cette lancée apparaîtra par ailleurs toute une génération d'universitaires engagés, des géographes et des historiens surtout qui, dans une tradition liée à la formation universitaire dispensée en France, et qui avait donné naissance aux travaux plus anciens de Paul Vidal de La Blache, Lucien Febvre, Marc Bloch ou Fernand Braudel, ne peuvent dissocier la géographie de l'histoire, ni la seconde de la première, avec des tendances constantes à l'interdisciplinarité (en sciences sociales notamment) et à l'érudition.

La génération de Suret-Canale aura tendance cependant à être plus présente politiquement et à puiser de façon plus explicite dans les référents théoriques empruntés au marxisme.² Certains qui en font partie ont de même eu une carrière universitaire atypique, en difficulté parfois avec la hiérarchie et les gouvernements, comme ce fut le cas pour Suret-Canale lui-même qui malgré une production académique abondante accompagnée souvent de reconnaissance à l'étranger,³ n'a jamais eu le titre de professeur en France et ne soutenant sa thèse d'Etat qu'à la veille de sa retraite.⁴

L'intellectuel anti-colonial et l'Afrique

La carrière africaine de J. Suret-Canale, débute vraiment en 1946 lorsque jeune agrégé, il commence à enseigner au lycée de Dakar avant d'être expulsé en 1949 par les autorités coloniales du Sénégal. Après avoir occupé une dizaine d'années durant des postes d'enseignement dans le

En rupture avec l'idéologie coloniale et à la rencontre de l'Afrique et de son histoire : Jean Suret-Canale (1921-2007)

Hassan Remaoun

secondaire en France (à Laval puis à Paris), il répondra à l'appel de A. Sékou-Touré pour aller enseigner en 1959 en Guinée, pays boycotté par la coopération officielle française après que le choix de l'indépendance ait prévalu dans ce pays. Sur injonction de la fonction publique et des autorités françaises qui le menaçaient y compris de radiation de la nationalité française, il doit une nouvelle fois quitter l'Afrique en 1963 et travailler notamment comme chargé de recherche au C.N.R.S. entre 1966 et 1974. De nouveau attiré par ce continent, il s'installe en Algérie où il enseigne entre 1974 et 1978 à l'Université d'Oran.

De retour en France à la veille de la soixantaine, il pourra enfin y enseigner comme maître-assistant avec le professeur Jean Dresch à l'université de Paris 7 et pouvoir postuler près d'une dizaine d'années plus tard à la retraite. Il continuera jusqu'à la veille de sa disparition à écrire et à militer en assumant y compris des responsabilités, notamment à l'Association nationale des anciens combattants républicains (A.N.A.C.R.), à l'Association d'Amitié franco-coréenne⁵ et en rapport avec son engagement pour l'Afrique, à collaborer au Mouvement contre le racisme et pour l'amitié des peuples (M.R.A.P.) et à l'Association française d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique (A.F.A.S.P.A.). Moins d'un an avant sa disparition, en août 2006, il participait encore aux journées d'études sur l'Afrique organisées par cette dernière dont il avait été l'un des principaux animateurs de la revue, *Aujourd'hui l'Afrique*, qu'elle continue à éditer, et dont le numéro 105 devait publier un article inédit du disparu.⁶

Les années de séjour au Sénégal et en Guinée auront sans doute été décisives quant aux options africaines de Suret-Canale. A Dakar, tout en enseignant au lycée et à l'Ecole William Ponty, il devient secrétaire des Groupes d'études communistes (G.E.C.) en Afrique occidentale française (A.O.F.)⁷ et milite à l'Union des syndicats confédérés de Dakar (U.S.C.D.) et au Rassemblement démocratique africain (R.D.A.) dont il nous relate le déroulement du congrès constitutif organisé à Bamako (Mali) en octobre 1946.⁸ A Conakry après avoir été proviseur du Lycée de Donka, il est nommé à la tête de l'Institut national de recherche et documentation (I.N.R.D.) qui regroupe le Musée, les Archives et la Bibliothèque nationale, puis est désigné comme directeur de l'Ecole normale supérieure de Kindia. Avec l'historien guinéen Djibril Tamsir Niane, il rédigea le premier manuel guinéen d'histoire,⁹ tout en fondant la revue *Recherches africaines*. Son activité intellectuelle ne s'arrête cependant pas là puisqu'il participe à des débats sur l'Afrique, le féodalisme, le système tribal, le mode de production asiatique, le néocolonialisme et la question nationale en Afrique, et publie dans *Présence africaine*, la *Nouvelle critique*, la *Pensée*, les *Cahiers du C.E.R.M.* (Centre d'études et recherches marxistes) et dans de nombreuses revues internationales, avec des traductions en plusieurs langues.

Dans ses travaux sur la faim dans le monde et le sous-développement, il est très critique vis-à-vis des thèses de Walt Rostow ou du géographe Pierre Gourou spécialiste de l'Indochine et des pays tropicaux,¹⁰ tant il apparaît pour lui que de pareils phénomènes demeurent intimement liés au fonctionnement du système capitaliste de la domination coloniale.¹¹ Comme le précise cependant le témoignage de Catherine Coquery-Vidrovitch dans *l'Humanité* en juin 2007 et repris dans un texte diffusé lors d'une manifestation annoncée à l'Université de Paris 7 - Denis Diderot (Jussieu), dont un des laboratoires, le S.E.D.E.T. a programmé pour le 26 juin 2008 une journée d'étude consacrée à notre auteur (à l'occasion du premier anniversaire de sa mort): « Il laisse le souvenir d'un pionnier infatigable qui a véritablement introduit en France la discipline "Histoire de l'Afrique" et durablement marqué des générations d'étudiants et de chercheurs aussi bien en France qu'en Afrique... Il faut se reporter sans faire d'anachronisme aux travaux de Titan qu'il a produits au prix d'un labeur acharné : ses ouvrages sont irremplaçables par leur honnêteté rigoureuse et leur précision scientifique ».

Jean Suret-Canale, historien de l'Afrique

Jean Suret-Canale est donc l'un des précurseurs de l'histoire de l'Afrique en France et en Europe, en fait le précurseur parmi les universitaires de son pays, si on excepte des travaux épars signalés d'ailleurs dans ses présentations bibliographiques, puisque seuls des non universitaires, généralement des administrateurs coloniaux dont le plus prolix est Robert Cornevin, avaient jusque là commencé à s'aventurer dans le domaine et ce, au moment où la question des indépendances est déjà à l'ordre du jour.¹³

En réalité, les autorités coloniales et l'université sur leur sillage considéraient que l'Afrique n'avait pas d'histoire, surtout parce que « déminée » de tradition écrite, et devait tout juste susciter l'intérêt d'ethnologues et de géographes qu'on voulait mettre au service de l'expansion européenne et de l'occupation du continent laquelle débuta vraiment au moment où se tient le Congrès de Berlin sur le partage de l'Afrique (1884-1885). Suret-Canale qui depuis 1946 avait accumulé de l'information, souvent restituée à travers différents ouvrages et articles, va publier sa grande synthèse africaine centrée sur la zone de colonisation française à partir de 1958, avec *l'Afrique noire occidentale et centrale. Géographie-civilisations, Histoire* (préface de Jean Dresch), soit juste quelque temps avant que Basil Davidson, anti-colonialiste britannique, ne publie en 1959, sa somme, sur l'Afrique ancienne, qui traite du même sujet élargi à toute l'Afrique noire.¹⁴

Le premier volume de Suret-Canale annonce en fait une trilogie, puisqu'un second ouvrage intitulé, *Afrique noire. L'Ere coloniale 1900-1945* est publié en 1964, puis un troisième en 1972 intitulé, *Afrique noire de la colonisation aux indépendances 1945-1960*.¹⁵ C'est bien d'une histoire générale de l'Afrique occidentale et centrale qu'il s'agit, même si

deux autres volumes annoncés en complément au troisième ne sont toujours pas disponibles.¹⁶ De même c'est assurément une histoire qui rompt fondamentalement avec l'optique coloniale, en montrant que l'Afrique a une histoire à la fois originale, et qui s'insère dans la mondialité des sociétés humaines. Nous n'aurons pas ici à entrer dans le contenu de l'œuvre qui allie précision de l'information et éclairages audacieux (sans être pour autant « forcés »). Nous dirons cependant quelques mots sur la démarche d'ensemble.

Le premier ouvrage de la trilogie sur l'Afrique occidentale et centrale, nous brosse en 396 pages un tableau sur l'état des connaissances, il y a un demi-siècle (en 1958, avec ensuite des rééditions mises à jour en 1961 et 1968), concernant le cadre géographique (climat, végétation, relief), les hommes (peuples et langues, organisations sociales), la préhistoire et l'antiquité, les civilisations du Moyen-âge et la période moderne avec l'ère de la traite (commerce triangulaire et ses effets) et les étapes de la conquête coloniale.

La griffe du géographe avec le souci de la précision hérité aussi sans doute de parents artistes (le père graveur, sorti de l'Ecole nationale des arts décoratifs et la mère artiste peintre) se reflète dans la trentaine de figures et cartes qui illustrent le volume. Des références bibliographiques portant sur l'histoire, la géographie, l'économie, l'anthropologie, la linguistique... et renvoyant à plus de 1400 ouvrages, articles et documents disponibles en français, anglais, allemand, portugais et même roumain, avec tout ce qui avait été traduit de l'arabe, et un index de plus de 400 noms de personnes, ethnies et peuples, et bien entendu l'outil critique usité, donnent un aperçu de l'effort de synthèse fourni par l'auteur.¹⁷ Les deux autres volumes qui traitent de l'ère coloniale (1900-1945, 637 pages) et de la décolonisation et des indépendances (1945-1960, 430 pages) abordent des questions telles la mise en place du système colonial et de l'économie de traite avec ses conséquences sociales, le système administratif et la pacification, et celui de l'apogée coloniale avec les formes d'exploitation économique et d'oppression politique et administrative, et l'évolution dans les campagnes et dans les villes, en tenant compte des caractéristiques de chaque période. Les deux ouvrages qui nous présentent une information particulièrement détaillée sur l'évolution économique (qu'il développera encore dans sa thèse sur les investissements en Afrique), sont illustrés par un total de plus de soixante cartes, figures et autres tableaux. La bibliographie déjà impressionnante dans le premier volume est complétée par 335 titres dans le second tome et 1126 dans le troisième (ce qui nous donne en tout, pas loin de 3000 références), tandis que les index géographique ou historique, nous renvoient respectivement à plus de 730 et plus de 1120 noms cités (ce qui nous donne pour la trilogie près de 2300 noms).

Cette somme sur l'Afrique occidentale et centrale de plus de 1460 pages, devait en fait être complétée par deux autres volumes traitant encore de la période qui commence en 1945 et qui devaient aborder les évolutions sociale et politique ; cette dernière est « effleurée » en une soixantaine de pages dans le volume 3 (le chapitre premier consacré à l'éveil politique à partir de 1945). L'auteur n'a pu le faire, peut être accapré par d'autres obligations et publications, ou attendant le feu vert de l'éditeur, d'autant plus qu'il avait accumulé le gros de l'information et avait sans doute avancé dans leur rédaction.¹⁸

siège continuât d'être occupé par un membre de sa famille. C'est ainsi qu'il n'est pas rare de constater que des sièges de *kpojito* sont occupés aujourd'hui par des descendants mâles.¹⁵ L'exemple le plus remarquable est celui de Daah Aligbonon qu'on voit souvent se parader en public dans un accoutrement féminin. Évidemment, ces remplaçants sont entourés des mêmes honneurs que la *kpojito* réelle au cours des cérémonies publiques. Mais cela ne veut pas dire que la *kpojito* exerce une fonction politique. L'honneur qui lui est rendu tire entièrement sa justification de sa qualité de mère ou de remplaçante de la mère du roi.

De manière exceptionnelle la *kpojito* Hwanjilé, mère réelle de Tégbéssou joua un rôle capital dans la stabilisation du royaume au lendemain de la crise politique ayant secoué la première moitié du XVIIIème siècle, grâce à ses connaissances religieuses. Mais en dehors de Hwanjilé et de Nayé Adonon que la tradition aboméenne entoure d'une pieuse vénération, rares sont les *kpojito* ayant eu la même envergure politique et culturelle. On ne peut donc dire que les *kpojito* ont chacune régné en partenariat avec leur royal fils. Il ne peut même en être autrement puisque le mode de succession au trône du Danxome est strictement patrilineaire. Dans les royaumes patrilineaires voisins où il existe, comme au Danxome, des survivances matrilineaires mettant l'accent sur le rôle de la femme, ce rôle est purement symbolique se réduisant à des manifestations d'ordre culturel, comme l'imposition d'un nom aux princes Wassangari par la Gnon Kogui.¹⁶ C'est seulement en régime matrilineaire, comme chez les voisins Akan de l'Ouest où la reine-mère a le dernier mot dans le choix du futur roi, que cette dernière joue un rôle éminemment politique. On peut rappeler ici que la fonction de reine-mère chez les Akan est une fonction qui peut être remplie soit par la mère du futur roi, soit par l'une de ses tantes ou sœurs, selon leur position dans l'ordre de succession.

Au Danxome, ni dans le long processus de désignation du Vidaxo ou héritier présumptif, ni dans la cérémonie proprement dite de l'intronisation du roi, la *kpojito* ne joue aucun rôle visible.¹⁷ La lecture de cet ouvrage fascinant laisse l'impression que la femme a été définie de manière universelle à partir de considérations familiaires à l'auteur mais sans tenir compte des conditions d'existence concrètes de la femme du Danxome du XVIIIème siècle. Or, nous savons que l'idée moderne de la femme est le résultat d'une fertilisation heureuse du droit romain par la découverte du droit coutumier germanique qui accorde une place de choix à la femme. Cet idéal type transplanté en Amérique fut soigneusement entretenu par la première communauté d'immigrants européens constituée en majorité d'hommes et donc portés à apprécier la femme en raison de sa rareté. Dans les conditions du Danxome où les contingences de la traite négrière imposèrent une rareté opposée, c'est à dire celle de l'homme, peut-être ne serait-il pas juste de chercher à retrouver la même évolution sémantique de l'idée de la femme.

Mais l'idée d'un âge d'or de la culture Fon où la femme exerceait toute son autorité et qu'on pourrait circonscrire au XVIIIème siècle, me paraît aussi relever de la mythologie. Tout le long du XVIIIème siècle les Alladaxonu n'eurent aucun répit dans la lutte acharnée pour leur propre survie. Comme le prouve le travail de Werner Peukert, statistiquement la traite des esclaves du Danxome n'a jamais pu atteindre les chiffres enregistrés dans les royaumes plus anciens d'Allada et de

Ouidah.¹⁸ Mieux, la crise politique, consécutive à la conquête de la côte par Agaja et aux invasions Yorouba, se prolongea jusqu'en 1740, sans compter la guérilla Hwéda qui se poursuivit un peu plus longtemps.¹⁹ Si l'on fait bien le compte, il ne reste que cinquante ans environ pour organiser le partenariat entre le roi et sa *kpojito* suggéré par le Professeur Bay.

Après 1740, Tégbéssou, aidé de sa mère, la *kpojito* Hwanjilé, essaya de stabiliser le royaume. Mais ses efforts sur le plan économique se révélèrent infructueux, étant donné que son règne coïncida avec un abandon de la Côte des Esclaves par les puissances européennes au profit de la Côte de l'Or, suite à une nouvelle réorganisation du commerce transatlantique par elles.²⁰ Cette situation s'est compliquée au soir de son règne, le contraignant à livrer un combat désespéré contre le détournement progressif du commerce vers le royaume de Porto-Novo, une tendance que son successeur Kpengla ne réussit pas à arrêter.²¹ Nous savons qu'avec Kpengla et Agonglo la crise devint si aiguë qu'elle faillit emporter la monarchie toute entière. Où se trouve donc la prospérité qui trancherait avec la baisse de ressources du XIXème siècle ? A part le calme trompeur, annonciateur des orages à venir, qui a suivi la réforme religieuse de Nan Hwanjilé, tous les règnes après Tégbéssou ont enregistré des révoltes de palais. A l'exception de celle d'Agonglo, dont le règne fut, par ailleurs, écourté par son assassinat, toutes les autres successions au trône du XVIIIème siècle furent des successions à problèmes, contrairement au XIXème siècle, où le trône passa régulièrement de père à fils.²²

Dire que les ressources de la cour d'Abomey baissèrent au XIXème siècle par rapport à cette période de vaches maigres me paraît un peu exagéré. L'illusion de prospérité souvent associé à la traite des esclaves provient d'une méconnaissance des modes de recrutement d'esclaves héritée du mouvement abolitionniste. Si le roi, comme le prouvent plusieurs études, est un gros fournisseur d'esclaves, il n'est certainement pas le seul. Par ailleurs, ces esclaves ne proviendraient pas exclusivement de la guerre que monopoliseraient le roi. Si donc on ne peut comparer le XVIIIème et le XIXème siècle en termes de prospérité et de stabilité, on voit mal la justesse de l'argument selon lequel le Danxome serait engagé au XIXème siècle sur la pente du déclin pour avoir bafoué l'institution de la *kpojito*. L'effort de guerre des Dahoméens face aux Français et leur fidélité à Béhanzin prouvent au-delà de tout soupçon qu'il s'agit là d'une culture en pleine vitalité même si de nouvelles contradictions de classe ont fait leur apparition à la suite de l'introduction de la traite d'huile de palme.²³

A demeurant, le litmus test de l'approche déconstructionniste est son attitude vis-à-vis de la causalité historique. La causalité s'exerce-t-elle uniquement au plan idéologique ou bien à travers toute la structure ? On peut rappeler ici avec intérêt l'exemple de Michel Foucault, essayant de retracer dans *les Mots et les Choses* le développement intellectuel de l'Europe sur plusieurs siècles sans la moindre référence au système économique sous-tendant un tel développement. En l'absence d'une causalité totale, les praticiens de cette méthode d'analyse se rabattent bien souvent sur le diffusionnisme comme mode d'explication historique. Ainsi, pour justifier le déclin du Danxome, le Professeur Bay fait intervenir des éléments

étrangers qui, selon elle, seraient les vecteurs de la nouvelle mentalité patriarcale. La culture Fon ayant toujours été une culture cosmopolite, il serait difficile de démontrer que le Danxome du XVIIème siècle est autrement moins patriarcal que le Danxome du XIXème siècle. L'adoption de cultes nouveaux, tels que les Nésuxwé et le Fa, pourrait aussi bien répondre à la maturation des contradictions dans la sphère économique. Or, le Professeur Bay nous livre très peu de renseignements sur cette sphère. C'est seulement à l'avant dernière page de son livre (p. 320) qu'elle lève un coin du voile enveloppant le système économique dont le Danxome n'est qu'un maillon, le qualifiant de capitalisme commercial.²⁴

Mais, probablement sous l'inhibition de la correction politique, elle reste vague sur les contours réels de ce capitalisme commercial. Quel est ce capitalisme

commercial qui vend ses propres enfants et s'adonne à cœur joie aux sacrifices humains ? Aborder franchement ces questions reviendrait à changer complètement de perspective, c'est-à-dire au lieu d'étudier la structure à travers une institution, celle de la *kpojito*, étudier cette institution comme élément d'une structure aux prises avec la diachronie.

Evidemment, ces quelques lignes n'enlèvent rien à la qualité de l'ouvrage du Professeur Bay dont je recommande vivement l'usage dans l'enseignement. Malgré un certain agacement ressenti par le lecteur devant la valse-hésitation entre le locuteur Fon à l'écoute de Badahu au lieu de Bahadu, l'on ne peut que souscrire au verdict du Professeur Curtin selon lequel 'Wives of the Leopard' est de loin le meilleur livre jamais paru sur le Danxome.

Notes

¹ This English version of the French review has been included in this issue in view of the fact that the book was written by an Anglophone and published by an English language publisher. [Editor]

² The first version of this text was presented at the academic review day of the Department of History and Archaeology on 15 June 2003. I wish to express my gratitude to all the colleagues who contributed to the discussion generated by the presentation. Their inputs have contributed to the enrichment of the rather rough original text.

³ G. Edna Bay, *Wives of the Leopard: Gender, Politics, and Culture in the Kingdom of Dahomey*, Charlottesville & London, University of Virginia Press, 1998.

⁴ Suzanne Preston Blier, 'The Path of the Leopard : Motherhood and Majesty in Early Danxome', *Journal of African History*, 36, no.3 (1995), 391-417 ; Hélène d'Almeida-Topor, *Les Amazones*, Paris, Rochevigne, 1984; Amélie Dégbélo, 'Les Amazones du Danxome, 1645-1900', Mémoire de Maîtrise d'Histoire, Université Nationale du Bénin, 1979 ; Robin Law, 'The Amazones' of Dahomey, *Paideuma*, 39 (1993), 245-60.

⁵ Bay, *Wives of the Leopard*, pp. 9-13.

⁶ *Ibid.*, p. 11 ; the pair Kutomè/Gbétomè signify the country of the dead/the country of the living.

⁷ See Robin Law, *The Slave Coast of West Africa 1550-1750*, Oxford at the Clarendon Press, 1991; John Reid, 'Warrior Aristocrats in Crisis : The Political Effects of the Transition from the Slave Trade to Palm Oil Commerce in the Nineteenth-Century Kingdom of Dahomey', Ph.D dissertation, University of Stirling, Scotland, 1986.

⁸ M. Glèle Ahanhanzo, *Le Danxome*, Paris, Nubia, 1974.

⁹ Bay, *Wives of the Leopard*, p.74.

¹⁰ *Ibid.*, pp.16-21.

¹¹ *Ibid.*, pp.81-96.

¹² *Ibid.*, pp.250-59.

¹³ *Ibid.*, pp.81-84.

¹⁴ See Edna Bay, 'On the Trail of the Bush King: A Dahomean Lesson in the Use of Evidence', *History in Africa*, 6 (1979), 1-15.

¹⁵ Information obtained from Mrs F. Lucie Guézo, aged 75.

¹⁶ See Robert Cornevin, *La République du Bénin*, Paris, Editions Maisonneuve et Larose, 1981, pp.168-169.

¹⁷ See Glèle Ahanhanzo, *Le Danxome*, pp.106-114.

¹⁸ Werner Peukert, *Der atlantische Sklavenhandel von Dahomey 1740-1797: Wirtschaftsanthropologie und Sozialgeschichte*, Wiesbaden, 1978.

¹⁹ *Ibid.*

²⁰ See Colin Newbury, *The Western Slave Coast and its Rulers*, Oxford at the Clarendon Press, 1961, pp.25-26.

²¹ *Ibid.*, p.27.

²² For an analysis of the rules of succession in Danxome, refer to Glèle Ahanhanzo, *Le Danxome*, pp.85-105.

²³ See C. Coquery-Vidrovitch, 'Le Blocus de Ouidah (1876-1877) et la rivalité franco-anglaise au Dahomey', *Cahiers d'études africaines*, 1962, vol. 2, no.3 :373-417.

²⁴ See Bay, *Wives of the Leopard*, p.320.

Topor, *Les Amazones*, Paris, Rochevigne, 1984; Amélie Dégbalo, 'Les Amazones du Danxome, 1645-1900', Mémoire de Maîtrise d'Histoire, Université Nationale du Bénin, 1979 ; Robin Law, 'The Amazones' of Dahomey, *Paideuma*, 39 (1993), 245-60.

⁴ Bay, *Wives of the Leopard*, pp. 9-13.

⁵ *Ibid.*, p. 11 ; the pair Kutomè/Gbètommè signify the country of the dead/the country of the living.

⁶ See Robin Law, *The Slave Coast of West Africa 1550-1750*, Oxford at the Clarendon Press, 1991; John Reid, 'Warrior Aristocrats in Crisis : The Political Effects of the Transition from the Slave Trade to Palm Oil Commerce in the Nineteenth-Century Kingdom of Dahomey', Ph.D dissertation, University of Stirling, Scotland, 1986.

⁷ M. Glèlè Ahanhanzo, *Le Danxome*, Paris, Nubia, 1974.

⁸ Bay, *Wives of the Leopard*, p.74.

⁹ *Ibid.*, pp.16-21.

¹⁰ *Ibid.*, pp.18-19.

¹¹ *Ibid.*, pp.81-96.

¹² *Ibid.*, pp.250-59.

¹³ *Ibid.*, pp.81-84.

¹⁴ See Edna Bay, 'On the Trail of the Bush King: A Dahomean Lesson in the Use of Evidence', *History in Africa*, 6 (1979), 1-15.

¹⁵ Information obtained from Mrs F. Lucie Guézo, aged 75.

¹⁶ See Robert Cornevin, *La République du Bénin*, Paris, Editions Maisonneuve et Larose, 1981, pp.168-169.

¹⁷ See Glèlè Ahanhanzo, *Le Danxome*, pp.106-114.



Wives of the Leopard' que je traduirais en français par 'Les Epouses du Léopard' est peut-être le dernier livre paru sur le Danxome quoiqu'il soit publié par les Presses de l'Université de Virginie depuis 1998.² En parler maintenant près de dix ans après sa parution relève quelque peu de l'anachronisme, étant donné la rapidité avec laquelle les idées se renouvellent dans le milieu universitaire. Cependant, je suppose que pour plusieurs parmi nous le livre reste d'actualité pour essentiellement deux raisons : s'il est déjà vieux aux yeux des universitaires anglophones il n'est pas sûr qu'il soit encore bien connu parmi leurs homologues francophones. Ensuite, pour les Béninois que nous sommes, le livre soulève des questions si vitales qu'elles paraissent s'inscrire par delà le temps et l'espace. C'est ce qui justifie une présentation critique du livre du Professeur Edna Bay.

A plus d'un titre la démarche intellectuelle du Professeur Bay est inédite. Certes avant elle d'autres (et pas des moindres) ont écrit sur les femmes du Danxome.³ Mais alors que ceux qui l'ont précédée ont tendance à focaliser notre attention sur le rôle joué par les Amazones de manière subtile, elle nous rappelle à l'ordre en nous montrant que les Amazones ne sont que l'arbre qui cache la forêt. En effet, elle élargit considérablement notre horizon sur la vie publique des femmes au Danxome en replaçant ce corps de soldats bien comme dans son cadre naturel : la vie grouillante des palais d'Abomey peuplés comme des termitières de milliers de femmes préposées à diverses tâches.⁴ Le Professeur Bay nous présente ces ruches humaines comme un monde à part, organisé selon des principes déterminés et visant un certain équilibre entre le roi et sa *kpojito* ou reine-mère, les deux pôles centraux de cette savante architecture. Cet équilibre est lui-même le reflet de l'équilibre du monde articulé autour de la dualité primordiale entre le principe mâle et le principe femelle. Le Palais est donc comme un microcosme du royaume, théâtre élargi de l'union des contraires : Alladaxonu/Anato ; Femme/Homme ; Côte/Abomey ; Kutomè/Gbètommè.⁵

Mais la démarche intellectuelle du Professeur Bay est inédite pour une deuxième raison. Cette démarche marque une rupture en matière de méthode de traitement des sources dans la mesure où elle combine savamment une exploration exhaustive des sources écrites sur le Danxome avec une exploitation judicieuse de la tradition orale. Jusque-là nous avons été habitués à un mouvement de balancier entre les deux sources qui prétendent s'ignorer royalement. Par exemple, Robin Law et John Reid déclarent sans ambages leur scepticisme à l'égard des sources orales et produisent des ouvrages volumineux sur

'Les Epouses du Leopard' : Vers une Approche-Genre de L'histoire du Danxome¹ ?

Anselme Guezo

Wives of the Leopard: Gender, Politics and Culture in the Kingdom of Dahomey

by Edna G. Bay

University of Virginia Press, 1998, 350pp. ISBN 0-8139-1791-3 – ISBN 0-8139-1792-1

la base de commentaires de récits de voyage et de livres de compte de compagnies commerciales européennes.⁶ De son côté, Maurice Ahanhanzo Glèlè érigea sa monumentale reconstruction de l'histoire du Danxome seulement sur la tradition de la famille royale.⁷ Le Professeur Bay vient de mettre fin à ce dialogue de sourds en nous administrant la preuve qu'il est possible de mettre à contribution ces deux sources dans une reconstruction scientifique de l'histoire du Danxome sans porter atteinte à l'objectivité historique. Leurs renseignements, loin de se contredire peuvent se compléter et se recouper valablement. A première vue, il ne paraît pas évident qu'une historienne expatriée pourrait mener à bon port une enquête aussi délicate sur le terrain sans tomber dans l'œil de la superficialité. Qu'elle ait tiré son épingle du jeu de manière aussi élégante témoigne d'une bonne dose d'empathie, une qualité devenue rare aujourd'hui dans le milieu des Africaniens. Mais de quoi s'agit-il dans le livre ?

L'argument principal de cet ouvrage limpide, facilement accessible aux lecteurs qui ne pratiquent pas l'anglais comme leur première langue, c'est que le petit groupe des envahisseurs Alladaxonu fut confronté à leur arrivée sur le plateau d'Abomey à un grave problème de légitimité politique. Il s'agissait pour cette minorité dirigeante dans sa tentative de domination politique d'asseoir un pouvoir qui fut acceptable à la fois culturellement et politiquement à la majorité de la population autochtone. Pour ce faire, ils agirent sur un double registre. Au plan culturel ils essayent de se rattacher aux populations Fon par une sorte de rafistolage de la lignée dynastique aboutissant à l'inclusion de Dako comme premier roi et en se dotant d'une origine mythique à partir du léopard, un mythe suffisamment répandu sur le plateau.⁸ Au plan politique, la stratégie des Alladaxonu consiste à nouer de multiples alliances avec les autres groupes ethniques du plateau en se servant des femmes de la lignée royale réputées pour leur loyauté et leur liberté sexuelle, qualités qui se révèlent nécessaires dans l'accroissement numérique du groupe.⁹ En effet de manière

exceptionnelle dans un milieu patrilinéaire, les enfants de princesses sont d'office inclus dans la famille royale. Mais de manière plus générale, le rôle tampon joué par la suite par les *kpojito* s'inscrit dans la tradition de double allégeance caractéristique des femmes vivant dans des concessions polygamiqes : ces femmes sont à la fois attachées aux intérêts de la famille de leurs époux et à ceux de leurs familles propres.¹⁰

C'est dans cette optique qu'il faut comprendre le rôle joué par la *kpojito* Nan Hwanjilé dans la stabilisation du royaume sous Tégbessou et des autres *kpojito* dans le renouvellement périodique des coalitions dirigeantes qui se sont succédé au pouvoir à Abomey.¹¹ Hwanjilé, une femme d'origine servile venue du pays Adja que le Professeur Bay rattache à la fois à Nan Adonon, la mère d'Agaja et à la princesse Aligbonon, réussit le tour de force d'affirmer le trône de Tégbessou grâce à la hardiesse de ses réformes religieuses. Ces réformes furent parachevées par l'introduction du culte de la double divinité Mahu/Lissa présentant aux destinées de Kutomè, le monde des morts. Ainsi, cette réforme vient confirmer au plan idéologique l'équilibre binnaire difficilement acquis dans le monde réel. A l'instar de Mahu/Lissa, le roi et son *kpojito* forment un couple régnant sur le monde visible dont ils assurent la prospérité par leur bonne entente. Hwanjilé représente donc l'idéal de la *kpojito* qu'essayeront d'émuler toutes les autres *kpojito* en organisant au profit de leur partenaire royal une coalition d'hommes et de femmes qui se sont signalés par leurs qualités et leur fidélité au souverain régnant.

Selon le Professeur Bay, *kpojito*, qui étymologiquement signifie la génitrice du léopard ne qualifie pas la mère naturelle du roi. C'est un titre donné à l'élément féminin du pair régnant. Cependant, au XIXème siècle le fonctionnement normal de cette institution, conçue comme la clé de voûte de la vie politique du royaume, commence par prendre du plomb dans l'aile. Cette nouvelle tendance est le résultat d'une évolution politique allant dans le sens d'un

renforcement de l'autorité patriarcale. Elle fut marquée par la montée de la lignée royale soutenue par les cultes nouveaux du Fa et des Nésuxwé.¹² Mais une lecture plus attentive de l'histoire du Danxome montrerait que ces transformations dans la sphère idéologique viennent couronner une série de réformes ayant vu le jour dans le domaine économique.

Les acteurs principaux de ces réformes économiques sont les Européens, les Afro-Brésiliens et les esclaves Yorouba qui devinrent les vecteurs de la nouvelle mentalité patriarcale. Mais la régression politique de la femme dans la culture Fon, dont les attributs traditionnels d'épouse commencent par prendre le pas sur ses attributs de sœur, n'est que le signe annonciateur du déclin du Danxome désormais confronté aux visées impérialistes de la France.¹³ Cette tragédie se joua sur un fond de crise économique engendrée par l'incapacité de la traite d'huile de palme à compenser la baisse de revenus causée par l'abandon de la traite négrière.

Cette interprétation de l'histoire du Danxome, si brillante et si convaincante qu'elle soit, soulève de nombreux problèmes que j'essaierai de regrouper autour de trois axes pour des raisons de commodité :

- L'institution de la *kpojito*
- La question de la prospérité du Danxome au XVIIIème siècle
- L'hypothèse d'un déclin du Danxome au XIXème siècle

La *kpojito*, en tant que partenaire féminelle du pair régnant, ne semble pas être une institution dont se souviennent encore les différents groupes sociaux vivant à Abomey. S'il a jamais existé un dédoublement de la personne du roi, c'est peut-être celui observé par les visiteurs européens du XIXème siècle et qui semble avoir été dicté par un réajustement rendu nécessaire par la réforme agraire des années 1840. Comme on le sait, cette réforme elle-même fut liée au développement de la traite d'huile de palme.¹⁴ Avant cette période la tradition orale ne confirme aucun partage du pouvoir royal avec la *kpojito*. Selon des informations reçues auprès de certains membres de la famille royale, la *kpojito* est un titre porté par toutes celles qui ont engendré un roi. Certes on peut penser qu'avec la victoire définitive de l'ordre patrilinéaire au XIXème siècle le souvenir du statu quo ante se fut effacé de la mémoire collective. Mais si tel était le cas la mémoire pieusement entretenue à Abomey de Nayé Adonon et de Nan Hwanjilé en serait elle aussi victime. Aujourd'hui, la terminologie de *kpojito* s'est même élargie pour couvrir toutes les femmes ayant donné naissance à des princes. Autrefois, après le décès de la mère du roi, la coutume voulait que son

considered as part and parcel of the royal pedigree. Generally speaking, the buffer role later played by the *kpojito* is consistent with the double allegiance exhibited by women living within polygamous family setups: they are usually promoting the interests of their husband's families as well as their own.¹⁰

This is the way one should understand the role played by *kpojito* Nan Hwanjilé in stabilizing the kingdom under the reign of Tegbesu, and by other *kpojitos* in the periodic reorganisation of the leadership teams that successively seized power in Abomey.¹¹ Hwanjilé, a woman of humble origin from Adja whose kinship to both Nan Adonon, Agaja's mother, and to Princess Aligbonon has been demonstrated by Professor Bay, achieved the daunting task of consolidating the rule of Tegbesu through bold religious reforms. These reforms culminated in the introduction of the worship of two divinities, Mahu and Lissa who determine the destiny of Kutomé, the kingdom of the dead. Thus, this reform confirms the ideological belief in the binary balance that is difficult to achieve in the real world. Like Mahu/Lissa, the king and his *kpojito* constitute a couple that rule over and promote the prosperity of the visible world by sustaining its harmonious existence. Hwanjilé therefore constitutes the ideal *kpojito* that all other *kpojitos* shall emulate by organising, on behalf of their royal partner, a coalition of men and women that stood out by their character and their loyalty to the reigning king.

According to Professor Bay, *kpojito*, which translates into 'mother of leopard', does not apply to the king's biological mother. It is a title bestowed on the female partner of the ruling couple. However, in the nineteenth century, the normal functioning of this institution, which is considered as the nerve centre of the political life of the kingdom, was becoming burdensome. A new trend was borne out of the strengthening of patriarchal authority. Its characteristic was the rise of the royal lineage thanks to the introduction of new supportive cults, namely Fa and Nésexwé.¹² However, a close look at the history of Danxome would reveal that the changes in the ideology are the culmination of a series of reforms that pertains to the economic domain.

The main promoters of these economic reforms are Europeans, Afro-Brazilians and former Yoruba slaves who became the upholders of the new patriarchal order. The loss of women's political influence in Fon culture, which manifested itself in the traditional role of a spouse overriding that of a sister, was a harbinger of the political and economic decline of Danxome. In the meantime, the kingdom was under the threat of the imperialist designs of France.¹³ That tragedy unfolded against the background of an economic crisis that was caused by the failure of the palm oil trade to offset the loss of income that resulted from the discontinuation of the slave trade.

Brilliant and convincing as this interpretation of the history of Danxome may sound, I shall, for the sake of convenience, attempt to consider the issues arising from it under three headings:

- the *kpojito* institution;
- the prosperity of Danxome in the eighteenth century;
- the hypothesis of the decline of Danxome in the nineteenth century.

The *kpojito*, as the female partner of the ruling king, does not seem to be an institution that is still alive in the memory of the different social groups in Abomey. If the king was ever given a dual personality, this could only be in the minds of the

nineteenth century visitors from Europe and must have been influenced by a readjustment that was required by the agrarian reform of the 1840s. As we know, the reform itself was linked to the growth of the palm oil trade.¹⁴ Before that period, there was no oral record confirming the fact that the king was sharing his power with the *kpojito*. Based on the information garnered from members of the royal family, the *kpojito* title is given to women who have mothered a king. Of course, it could be assumed that the effective entrenchment of the patriarchal order in the nineteenth century had removed the status quo ante from collective memory. Were that to be the case, the carefully preserved memory of Nayé Adonon and Nan Hwanjilé should not have survived.

Nowadays, the meaning of the term *kpojito* has even expanded to cover all mothers of princes. In the past, tradition had it that, following the demise of the king's mother, her position was to be occupied by a member of her family. It was therefore not unusual to see the position of *kpojito* being occupied, these days, by male descendants.¹⁵ The most telling example is that of Daah Aligbonon who was often seen in public donning women's appurts. Naturally, the surrogate *kpojito* was granted all the privileges accorded to the real female *kpojito* during official ceremonies. That did not mean that the female *kpojito* played a political role. The honour bestowed on the title bearer derives totally from the fact that she is the king's mother, or a surrogate king's mother.

Exceptionally and thanks to her religious clout, *Kpojito* Hwanjilé, biological mother of Tegbesu, played an important political part in the process of stabilizing the kingdom in the wake of the political crisis that shook it during the first half of the nineteenth century. Beside Hwanjilé and Nayé Adonon, who were highly revered in Abomey tradition, hardly had any other *kpojito* enjoyed the same political or cultural stature. One cannot therefore conclude that each and every *kpojito* ruled in partnership with her son. It could not have been otherwise, since succession to the Abomey throne is strictly patrilineal. In neighbouring patrilineal kingdoms, where, as in Danxome, there are matrilineal traditions that lay emphasis on the role of women, this role is purely symbolic and is limited to cultural events such as granting of names to the Wassangari princes by the Gnon Kogui.¹⁶ It is only in matrilineal societies such as among the western neighbours, the Akan, where the queen-mother has the last word regarding the choice of the next king, that she plays a highly political role. One can recall that the function of the queen-mother among the Akan can be performed by the mother of the next king or by one of the aunts or sisters, based on their position in the order of succession.

In Danxome, the *kpojito* enjoys no visible role, either in the process of choosing the Vidaxo who is the heir apparent or in the crowning ceremony of the king.¹⁷ This fascinating book leaves the reader with a universal perception of women that is consistent with the author's own understanding but has no bearing on the actual status of women in nineteenth century Danxome. Meanwhile, it is an established fact that the modern concept of women derived from the successful cross fertilisation of Roman law and Germanic customary law concepts that bestowed a privileged status on women. This special concept was transplanted to America, and was carefully sustained by the first batch of European migrants, made mainly of males for whom women had a

high value, given their scarcity. In the case of Danxome, where the circumstances of the slave trade imposed a different kind of scarcity, namely of men, it would not be perhaps judicious to look for the same interpretation regarding women.

The idea of a golden age of the Fon culture, during which women enjoyed great authority and which is limited to the eighteenth century only, also seemed to be drawn from mythology. Throughout the eighteenth century, the Alladaxonu enjoyed no respite from the fierce struggle for their survival. As stated in Werner Peukert's book, slave trade statistics revealed that Danxome had never reached the number of slaves recorded in the older kingdoms of Allada and Ouidah.¹⁸ What is more, the political crisis that followed the conquest of the coastal area by Agaja and the Yoruba invasions continued until 1740, not to mention the Hweda's guerrilla attacks that lasted much longer.¹⁹ A more cautious analysis would show that there were only fifty years left for the partnership between the king and his *kpojito*, suggested by Professor Bay, to be forged.

After the year 1740, Tegbesu, with the assistance of his mother, *Kpojito* Hwanjilé, made an attempt to usher stability into the kingdom. However the efforts deployed in the economic sector failed to produce positive results, given the fact that his rule coincided with the shifting of European powers from the Slaves Coast to the Gold Coast following their restructuring of the trans-atlantic trade.²⁰ The situation became more complicated in the twilight of his reign, forcing him to wage a desperate fight against the increasing diversion of trade to the Kingdom of Porto-Novo; even his successor Kpenglé did not succeed in stemming this trend.²¹ It is known that the crisis got acute under Kpenglé and his successor Agonglo, nearly causing the fall of the entire kingdom. Where then is the prosperity that contrasted with the decline of resources of the 19th century? Besides the deceptive calm, signalling stormy days ahead following the religious reforms carried out by Nan Hwanjilé, all regimes after Tegbesu have faced palace coups. Except for Agonglo, whose rule was cut short by his assassination, all other successors to the throne in the eighteenth century were confronted with problems, unlike those in the nineteenth century, whose succession from father to son ran smoothly.²²

It seems rather far-fetched to suggest that the fortunes of the Abomey kingdom declined in the nineteenth century, given the overall prevailing context of lean days. The assumption, bequeathed by the abolitionists, that slave trade is often associated with prosperity is traceable to a lack of understanding of the process of acquisition of slaves. If, as numerous studies attest, the king is a major supplier of slaves, the fact remains that he is not the only one. Furthermore, these slaves are not exclusively spoils of war that only the king could wage. If, therefore, the eighteenth and nineteenth centuries cannot be compared

in terms of prosperity and stability, it becomes hard to validate the argument that the decline of Danxome in the nineteenth century was a result of its breach of the *kpojito* system. The war waged by the people of Dahomey against the French and their loyalty to Béhanzin confirm beyond any doubt that the culture was very much alive, notwithstanding the emergence of fresh class contradictions following the introduction of the palm oil trade.²³

Incidentally, the litmus test for the 'deconstructionists', or for the process of deconstruction, is their attitude regarding historical causality. Is the application of causality limited to ideology only or to all systems? Interestingly, one can now recall the example of Michel Foucault attempting to trace, in *Les Mots et les Choses*, the intellectual development of Europe over many centuries without the slightest reference to the economic system underpinning such development. In the absence of total causality, proponents of this analytical method quite often fall back on 'diffusionism' as a way of explaining history. Thus, to explain the decline of Danxome, Professor Bay refers to foreign agents who, in her view, were the bearers of the new patriarchal mentality. The Fon culture has always been a cosmopolitan one, thus it would be hard to prove that eighteenth century Danxome is less patriarchal than nineteenth century Danxome. The acceptance of new cults such as Nésexwé and Fa could also be explained by the coming to light of contradictions underpinning the economic domain. However, Professor Bay did not volunteer much information on this. It is only in the penultimate page of her book (p. 320) that she partially lifted the veil covering the economic system of which Danxome is only a link, which she calls commercial capitalism.²⁴

Probably out of the inhibition induced by political correctness, she remains vague on the real aspects of this commercial capitalism. What manner of capitalism is this that sells its children, and indulges in making human sacrifices without any qualms? Tackling these issues effectively would entail a complete change of perspective, that is, instead of looking at the structure through an institution, namely the *kpojito*, one should look at this institution as a component of a structure confronted with the problem of diachrony.

Clearly, these few comments do not, in any way, diminish the quality of Professor Bay's book; and I do recommend its adoption by institutions of learning. In spite of this reader's irritation in the face of inconsistent uses of the expressions 'palm oil' and 'oil palm', and of the insufficient references to buttress serious assertions, and what I consider to be a wrong definition of 'Galobas', and the slight discomfort of the Fon listener in hearing 'Badahu' in place of 'Bahadu', one can still endorse the conclusion reached by Professor Curtin that *Wives of Leopard* is by far the best book that has ever been written on Danxome.

Notes

* This English version of the French review has been included in this issue in view of the fact that the book was written by an Anglophone and published by an English language publisher. [Editor]

¹ The first version of this text was presented at the academic review day of the Department of History and Archaeology on 15 June 2003. I wish to express my gratitude to all the colleagues who contributed to the discussion generated by the presentation. Their inputs have contributed to the enrichment of the rather rough original text.

² G. Edna Bay, *Wives of the Leopard: Gender, Politics, and Culture in the Kingdom of Dahomey*, Charlottesville & London: University of Virginia Press, 1998.

³ Suzanne Preston Blier, 'The Path of the Leopard : Motherhood and Majesty in Early Danxome', *Journal of African History*, 36, no.3 (1995), 391-417; Hélène d'Almeida-

one supreme party, CCM, set the stage for the further dilution of the powers of the Zanzibar Revolutionary Council and the House of Representatives, which had come into being under the new constitutional dispensation ushered in by Jumbe.

In the wake of voices of discontent in Zanzibar (the economy was weak, shortages were a common feature, Jumbe's profligacy in spending on things like a presidential jet was unpopular), many on the islands believed, rightly or wrongly, that Zanzibar was being exploited and fettered by the mainland, and that if Zanzibar had greater autonomy this would not be the case. When Jumbe, in an attempt to respond to this challenge, and perhaps to further consolidate and secure his hold on power, started consulting legal minds with a view to effecting greater autonomy by instituting a separate government for Zanzibar, he was 'tried' in a meeting of the National Executive Committee of CCM and forced to resign all his official positions: Vice President of the Union, Vice Chairman of the party; President of Zanzibar, and Chairman of the Revolutionary Council.

The effect of this event has come to spawn new dissensions among Zanzibari politicians and commentators of varying political persuasions. Particularly resented is the practice of CCM imposing on Zanzibar leaders 'made in Dodoma'. Matters were not helped by the repeat of the same when, in 2000, the party once again chose as candidate for the Zanzibar presidential election who had failed to get the endorsement of the Zanzibar caucus of CCM. It is easy to speculate that if this practice is not tempered, these dissensions may one day come to a head with dire consequences for the Union. Already, the removal of the president of Zanzibar as automatic vice president of the Union has created a lot of rancour among many Zanzibaris.

In the conclusion, Shivji returns to the origins of the Union and the role played by the imperial powers to bring it about; at the same time, he brings into sharp contrast the contending views held by Nkrumah and Nyerere. On matters internal to the Union, he recaps his presentation of the secrecy in which the negotiations for the Union were shrouded and the weakness of the consultative process undertaken, which informed the disgruntlement expressed during the constitutional debate of the early 1980s, which indirectly brought about Jumbe's downfall. Shivji insists, with reason, that for a union to have legitimacy, and therefore sustainability, it must be anchored on the consent of the people affected and involve the equitable distribution of power. Nyerere, according to Shivji, did not allow this to happen, and he punished Jumbe when he tried to raise the issue.

Worse, Nyerere's successors did not take any steps to rectify the situation; instead, they reversed even those progressive gains he had registered in furthering the aims of the Pan-African agenda, leading to the current state where the country has slid back into narrow nationalisms based on race, ethnicity, indigeness and culture, even as we are witnessing elsewhere a resurgence of African nationalism and Pan-Africanism. He concludes, with a quote from Nyerere:

Africa must unite. This was the title of one of Kwame Nkrumah's books. That call is more urgent today than ever before. Together, we the peoples of Africa will be incomparably stronger internationally than we are now with our multiplicity of unviable states. The needs of our separate countries can be, and are being, ignored by the rich and powerful. The result is that Africa is being marginalised.

Issa Shivji has to be congratulated on this tremendous contribution to the debate on Pan-Africanism in general and the Union between Tanganyika and Zanzibar in particular. This work that must surely qualify as his *magnum opus* (for now, that is, as there is no telling what he might come out with in the future.) There can be little disagreement with what he posits as the overriding urgency of the unity of African states if the continent is to survive in the hostile world of imperialism, now under the guise of globalisation.

The position he takes on the great debate between Nkrumah and Nyerere (African Union Government now vs. a step by step approach) has been with us for quite some time now and the jury seems to be still out. Shivji's new role as the first Mwalimu Julius Nyerere Professor in Pan-African Studies will undoubtedly afford him ample space to guide us in further deliberation on this matter, as there is much to be said for both sides of the argument.

The calls for unity we hear from individuals like Muammar Gaddafi come across increasingly as quirky, quixotic and capricious, unable to inspire serious consideration. Yet the yearning for unity among our peoples, our common recognition across the African continent that we share a common history and a common destiny, the realisation that we must either unite or perish in this world of adversity, must impel us to make that unity a reality. Forms may be debated but the principle remains unassailable.

Concerning the Union between Tanganyika and Zanzibar, politicians, researchers and those who want to know where we came from, where we are and where we might be heading to, will want to read this book. To be sure, this book will not be popular with our rulers, and I suspect it was not intended to be, because it raises too many issues that will make them uncomfortable.

Now CCM seems to have settled into the practice of picking Zanzibar's leaders in Dodoma without regard for the views of the Zanzibaris themselves. Need we say that this does not augur well for the future of the Union? Did not someone say that doing the same thing, the same way, over and over again and expecting different outcomes, is a sign of insanity?

Will Shivji's book stir a political hornet's nest? Maybe, but the sting of the hornets thus disturbed may prove the medicine we need to cure an otherwise more painful ailment. Some readers may find his treatment of some leading characters in the narrative objectionable, and these objections may come from different sources, but maybe that is something we all should learn to live with.

Shivji's handling of the role played by Mwalimu may be found by some to be a trifle iconoclastic as he shows him to be a scheming Machiavelli with few scruples when pursuing his political ends. Lese-majesty? Let the reader be the judge. We have the misfortune of never having had the opportunity to read Nyerere himself on a number of issues discussed in this book, or even to have had Nyerere interviewed seriously by an African writer of Shivji's stature. Also, those who lived through those heady days and have a first-hand story to tell are getting old and may not be with us for long. But Shivji has given anyone who thinks they can add something to what we already know (or even dispute what Shivji is saying) a solid starting bloc.

This book is a masterpiece, a must read.



Wives of the Leopard is probably the last book published on Danxome, although it was published by the Virginia University Press as far back as 1998.² Given the rapid pace of review of fresh ideas in the academic world, writing about this subject some ten years after publication might look anachronistic. However, I presume that, for most of us, this book remains very current for two critical reasons: firstly, while it may constitute old stuff for the Anglophone academia, their francophone colleagues may yet not be very conversant with it. Secondly, for us Beninese, this book raises such vital questions that transcend time and space.

This is what justifies a critical review of the book cited above. Professor Bay's intellectual process is original in many regards. Obviously, some authors (and no less prominent ones) have written on the women of Danxome.³ Unlike the authors of previous publications that focused on the role of the Amazons, she subtly reminds us that the Amazons are but the trees that hide the forest. Indeed, she considerably widens the scope of our insight into the public life of women in Danxome by situating this celebrated corps of fighters in its natural context, that is the bustling life of Abomey palaces where thousands of women are milling up and down attending to various duties.⁴ Professor Bay portrays these human hives as a distinct world whose organisation is articulated around some basic principles meant to create equilibrium between the two main

A Gender-Related Reading of the History of Danxome⁵

Anselme Guezo

Wives of the Leopard, Gender, Politics and Culture in the Kingdom of Dahomey

by Edna G Bay

University of Virginia Press, 1998, 350pp. ISBN 0-8139-1791-3 – ISBN 0-8139-1792-1

pillars of a skilfully designed structure, represented by the king and his *kpojito* or the queen-mother. This situation is the reflection of the equilibrium in the universe, which is articulated around the primordial duality of male and female beings. The palace therefore constitutes a microcosm of the kingdom, a wider stage for the alliance of opposites: Alladaxonu/Anato; woman/man; Coast/Abomey; Kutomè/Gbetomè.⁶

Professor Bay's intellectual methodology is original for yet another reason: her approach is a clear departure from the usual treatment of sources, insofar as her process aptly blends an exhaustive investigation of written material on Danxome with carefully selected oral sources. What we have been accustomed to so far is the seesaw movements between

the two sources, which pretend to be blissfully ignorant of one another. For instance, Robin Law and John Reid declare, in plain language, their scepticism of oral sources and have consequently gone on to produce voluminous publications using explorers' records and the accounts books of European trading companies.⁷ For his part, Maurice Glèè Ahanhanzo produced his monumental reconstruction of the history of Danxome using solely the royal family's traditions.⁸ Professor Bay has signalled the end of this dialogue of the deaf by proving that it is possible to tap on both sources in order to scientifically reconstruct the history of Danxome while maintaining fully historical objectivity. Far from being contradictory, the sources would rather complement and validate one another.

At first, one would not trust that a foreign historian would be able to successfully conduct such a delicate field research without succumbing to the pitfall of superficiality. The fact that she has been able to successfully and aptly carry out this work is a testimony to her ability to develop a good deal of empathy – a trait that is rare to find among 'Africanists' today. Now, what exactly is the book about?

The main proposition contained in this clear and easily readable book is the fact that, when the Alladaxonu, a small group of invaders got to the Abomey plateau, they were confronted with a serious problem of political legitimacy. To entrench its political domination, this minority ruling class needed to establish an authority that was politically and culturally acceptable to the majority of the local population. They used a two-pronged approach to achieve their objective. At the cultural level, they tried to create a link with the Fon people through the contrivance of the royal lineage by making Dako the first king and by claiming a mythical lineage from the leopard, consistent with a widely-touted myth in the plateau area.⁸ From the political point of view, the Alladaxonu's strategy was to multiply alliances with the other ethnic groups in the plateau area, using women from the royal lineage reputed to be faithful and sexually liberated; these traits proved useful to the Alladaxonu's bid to increase the size of their group.⁹ Indeed, rather exceptionally for a patrilineal society, children of princesses are automatically

come from as far away as Nyasaland (present day Malawi) and Belgian Congo on the African mainland and from Oman, Yemen, the Comoros, India and Shiraz in Persia. The author argues these peoples interacted in commerce, agriculture and crafts and that, even if the idyllic characterisation of social relations on the islands of Unguja and Pemba may have been exaggerated, they could not strictly be pigeon-holed into the racial hierarchy obtaining on the mainland (Europeans at the top, Asians in the middle, and Africans at the bottom.) The main argument here, and which becomes significant later on in the book, is that Zanzibariness came to be a reality, whatever the origins of those who claimed it.

According to Shivji, it was the politicians jostling for political space who ushered in the politicisation of race and ethnicity, especially as independence approached and the prospects of taking power beckoned. Thus were born the easy categorisations that sought, and managed, to place the various ethnic and racial groups into neat, little boxes: Arabs, Indians, mainlanders, etc., categorisations that would come to colour the politics of the islands to this day. Shivji shows the absurdity of such characterisations by pointing out that the first nationalist calls for independence from the British actually came from young, educated Arabs, acting not in the name of Omani colonialism but of Zanzibari nationalism.

Still, the damage had been done, and, whereas Karume and the Afro Sirazi Party (ASP) accused the Zanzibar Nationalist Party (ZNP) of being Arab feudalists acting at the behest of their masters in Oman, the ZNP suspected Karume and the ASP of being Trojan horses for the mainland. The bad blood created in that epoch poisons Zanzibari politics to this day.

Shivji quotes a couple of writings by present-day Chama Cha Mapinduzi (CCM) leaders hailing from Zanzibar and holding Union ministerial positions, characterising the leaders of the opposition Civic United Front (CUF) as agents of Arab colonialists bent on returning to re-colonise Zanzibar. It is of interest that at least two of those cited may have been, at the time of their writings, ministers responsible for the Police, and thus charged with dealing with 'political agitators' during troubled times on the Islands, such as during elections.

Chapter Two describes in detail what transpired during the January 12 1964 insurgency, which came to be known as the 'revolution', the role played by John Okello and Karume, the part played by Babu and his Umma Party cadres. There seems to be no doubt on the part of Shivji that Karume did not take an active part in the events of that Saturday night, and that he may have been kept at a distance for his own safety. It also seems that Okello must have played a more significant role than that ascribed to him by some ASP stalwarts (that he was chosen to make those bloodthirsty radio broadcasts because of his voice!). Shivji also discounts claims made by Babu on the importance of his Umma cadres in directing the revolution, although he concedes some of them, who had trained in Cuba, might have instructed some insurgents in the use of firearms.

What is beyond dispute is the direct participation in the uprising of the so-called 'Committee of 14', including Seif Bakari, Saidi Natape and Saidi Washoto, representing the *lumpen* character of the uprising, suggesting that it was not necessarily informed by a well thought-out political agenda for a social revolution. The

author even asserts that the revolution, while necessarily political, was not popular because a good half of the population did not support it. This part of the genesis of the uprising, as demonstrated by Shivji, was to seriously affect the conduct of affairs of state once *les sans-culottes* found themselves holding the reins of power. It is hardly surprising that the state that they put in place proceeded haphazardly and without a clear direction, while wreaking havoc on people's basic rights, instilling fear in the populace and dealing with real or perceived opponents in the most brutal fashion.

It is in Chapter Three that the author deals with the factors that determined the birth of the union between Tanganyika and Zanzibar. On the one hand, there was the age-old desire, expressed over and over again by African nationalist freedom fighters of the region within the Pan-African Freedom Movement of East and Central Africa (PAFMECA), including Nyerere, who had wanted their countries to enter into some kind of unity/federation even before independence. This would be the 'pull' factor. On the other hand, the tensions of the Cold War, especially acute at that particular time in the aftermath of the Cuban Missile Crisis, may point to another source of pressure, or the 'push' side of the equation. In this respect, Shivji affords us ample documentary evidence to show that the imperial powers subjectively saw themselves as standing to gain from what they saw as the neutralisation of the perceived 'communist' threat posed by Babu and the 'comrades' from the erstwhile Umma party.

When one considers the oft-repeated desire for unity in the region and the expressed anxieties by the imperial powers concerned about the implantation of a 'Cuba' on the East African coast, reinforced by what Shivji (and he is not alone in this) sees as Karume's insecurity and his tenuous hold on power, it is perhaps not outlandish to conclude that 'pull' met 'push' in the move towards Union. In this context, did Nyerere, ardent pan-Africanist but also convinced anti-communist that he was, see a once in a lifetime opportunity to kill two birds with one stone, that is, rid himself of a 'communist' threat on his doorstep while at the same time fulfilling a long standing yearning for unity, in which case the end justified the means? This is what seems to be implied.

In this section, Shivji also sets out the basic points agreed upon by Nyerere and Karume, illustrating the surprisingly lackadaisical and non-consultative manner in which the Union was entered into, which fact would come to haunt the Union to this day. The author shows how even the promulgation of the interim constitution was done by one man, the president of Tanganyika, who did not even consult the president of Zanzibar on the matter. Shivji muses that even if Karume had been consulted, he probably would not have been able to make head or tail of it, given his feeble grasp of such legalistic niceties and his lack of competent legal personnel, whereas Nyerere was served by capable expatriate British lawyers. For Shivji, this was the ominous beginning of a long journey of non-consultation and unilateralism exercised by Nyerere that incrementally eroded the identity and autonomy of Zanzibar within the Union, with dire consequences that he expounds upon later in the book.

Chapter Four takes on the state of the Union as it tried to find its feet within the general framework of the Cold war, with

Western powers doing their best to limit the influence of Babu and his 'communists', Karume asserting his power by marginalising the Babu group and Nyerere increasingly uneasy with the growing autocracy manifested by his partner in the Islands. In short, Karume reneged on the promises made at the time of the Revolution, banned Babu's Umma party and dispersed its cadres, mainly to the mainland. Using the Revolutionary Council, he gradually became the source of all executive, legislative, and judicial power. As to the Union, he did what he pleased, pretty much as if it had never existed. His party, ASP, was totally emasculated, all associations, including those affiliated to his own party, were banned, and up to his death in 1972 not a single party congress was called.

Nyerere watched in horror from Dar es Salaam as Karume became an embarrassing despot, clamping down on human rights, allowing people to go without basic essentials, including foodstuffs, even as his foreign reserve coffers bulged. The forced marriages saga, in which he and his chief lieutenants apportioned themselves Arab and Persian girls, most of them under age, was an outrage that Nyerere apparently had to suffer in the name of the Union. The disappearance of prominent politicians who had run foul of Karume, some of them reportedly killed in blood-chilling circumstances, was another grim matter. In addition, he refused to give young Zanzibaris the opportunity to acquire higher education, even at the University of Dar es Salaam, which should have been their right. In sum, once Karume had taken out insurance with his entry into a Union he hardly respected, he became a dangerous tyrant even as he dished out largesse to the once dispossessed blacks by building them modern houses and redistributing land.

At the same time, more seeds of discord were being planted in such areas as the membership of Zanzibar in the East African Currency Board (EACB) and the jurisdiction of the newly formed Bank of Tanzania (BOT), both issues touching on the desire to maintain a measure of autonomy and an assertion of Zanzibari identity. (The fact that these issues were 'resolved' in favour of the Union government, in effect Tanganyika, has not meant that they have gone away, and they have come later to rear their heads again in unrelated issues such as membership of the Organisation of Islamic Conference (OIC) and international sporting organisations). This was roughly the situation at the time of Karume's death, when the Union was already stretched to breaking point, and Shivji suggests in this book that had Karume lived even a little longer, the Union would not have survived.

The contents of Chapter Five will no doubt be of great interest to constitutional lawyers, who may want to mull over the Union's legal/constitutional foundations. This section sets out to show that there was very little thorough consultation between the two partners and that whereas Tanganyika was served by competent legal counsel, as already seen, Zanzibar was not. Even attempts by Salim Rashid to enlist the services of a Ugandan lawyer, Dan Nabudere, came to naught because, according to evidence adduced by Shivji, Nabudere was apparently confronted with a *fait accompli*. According to the author, Nyerere, with the help of a British lawyer, Roland Brown, had seen to that.

There is indeed considerable confusion as to who among the Zanzibari leadership

did and who did not know in advance of the decision to proceed with the unification of the two countries. The account in the book gives the impression of revolving doors in a comedy of errors, with characters coming and going without necessarily interacting with each other. The suggestion by Shivji is that the confusion was organised, because Karume did not want too many members of the Revolutionary Council to know what was afoot, as most of them would have opposed it. Even after reading this part at least twice, this reviewer cannot pronounce himself with certainty as to who was privy to the whole process of the signing of the Union.

Problems persisted after the signing of the agreement. While the Tanganyikan parliament met to ratify the Articles of Union, the same cannot be said of the Revolutionary Council of Zanzibar, and Shivji presents testimonies of people who should have known (eg. Jumbe and Salim Rashid) asserting that no such ratification came to pass. Shivji marshals closely knit legal and constitutional arguments in this section with a view to demonstrating that the Union was seriously flawed from its very inception because the requisite legal and constitutional steps were not followed through because, suggesting that one side to the bargain was bent on manipulation while the other just did not have the capacity to comprehend what was going on.

Chapter Six looks at the Jumbe phase, with Jumbe having taken over the leadership of Zanzibar after Karume's assassination. Jumbe came to power almost as an antithesis to Karume. According to Shivji, Jumbe had all along not been seen by Karume as a potential threat. He rarely made his opinion known, was content to do his chief's bidding and acquiesced in all his excesses. But he was also a more 'educated' man, in touch with modern tenets of governance, and therefore more to Nyerere's liking. He wasted little time in consolidating his power by clipping the wings of the Revolutionary Council and investing more power in party structures and undertaking constitutional reforms.

He also opened debate within the party, calling for an end to the more egregious abuses that were associated with the Zanzibari leadership under his predecessor. He also opened the doors for young Zanzibaris to study outside Zanzibar, tens of them joining the University of Dar es Salaam, where not only did they acquire 'modern education' but were also able to mingle and exchange ideas with their counterparts from the mainland. Thus was born a new crop of Zanzibaris who would, in time, make their mark on the conduct of politics in Zanzibar and within the Union. Shivji notes the irony that it was these same 'Young Turks' whom Jumbe had sent to university that would, in time, become the instruments of his own political demise.

Perhaps most important in this section is Shivji's critical look at the way Nyerere, using the doctrine of party supremacy, managed to further encroach on Zanzibar's autonomy. From the outset, Shivji endeavours to show how Nyerere had all along acted in a manner that was detrimental to Zanzibar's autonomy by gradually elongating the list of Union matters beyond the original eleven items, thus making laws and decisions made on the mainland even on non-Union matters applicable to Zanzibar.

The merger of the two political parties, TANU and ASP, in 1977 and the subordination of all political, legislative and economic decisions to the authority of the

that were identified included the labour unions, the military and the students and teachers.

The quest for change thus took Bereket into organizing the labour unions with fellow intellectuals like Mesfin Wolde Mariam and Seyoum Gebre Egziabher and flirting with the military, notably with the charismatic General Aman Andom, like Bereket of Eritrean origin. Briefly, until their cover was blown and they had to disperse, he was involved in a clandestine group led by the inveterate opponent of the emperor, *Blatta Takkala Walda-Hawaryat*. This underground activity is the subject of a thinly disguised novel that the author had written earlier, *Riding the Whirlwind: An Ethiopian Story of Love and Revolution* (Red Sea Press 1993). The novel is dedicated to General Aman, along with two other Ethiopians, the physicist Yohannes Menkir and the poet Yohannes Admasu, the latter also something of a rebel and who apparently was befriended by the author when they were both banished to Harar.

Bereket's ultimately enduring estrangement with the regime – and Ethiopia – came through his involvement with the Eritrean liberation movement. As in the case of so many other Eritreans, that estrangement took an almost irreversible turn with the dissolution of the UN-sponsored federation in 1962. It was presaged by the successive steps taken to undermine the federal arrangement and the clandestine opposition movements that this triggered – the *MaHber ShewAte* (Cell of Seven) and the *Haraka* (the [Eritrean Liberation] Movement), active in the highlands and lowlands of Eritrea, respectively; Bereket came to be affiliated with a unit of the former operating in Addis Ababa until its cover was blown.

It was apparently his Eritrean clandestine work that eventually led to his banishment to Harar province. Apart from the initial shock and uncertainty triggered by the nocturnal knock in September 1967 – the chain of occurrences that form the prologue to the whole story – his banishment was far from intolerable. That indeed was the case with most imperial

banishments, contrary to the author's assertions that he was shown particular leniency because of the emperor's special sensitivity to people of Eritrean origin, his reputation among his generation of educated Ethiopians and his connections with the diplomatic community. Imperial policy generally aimed at the cooption or mollification – rather than liquidation – of political opponents. Not only did Bereket enjoy the sympathy and understanding of the provincial governor and his wife, but he was soon elevated to the post of Mayor of Harar town. That too, as we have seen, was terminated through the artful intercession of the Minister of Interior. Bereket was rehabilitated, even if he opted for a World Bank posting in Washington DC soon after.

The 1974 revolution was a great landmark in the history of Ethiopia. When it erupted in February 1974 with a series of popular strikes and demonstrations, there was a euphoric expectation that it was the herald of a new era of social justice. The revolution was expected to be a kind of panacea for all the country's ills, from the age-old problems of social inequality and injustice to the more recent one of the over a decade-long war in Eritrea that had pitted government forces against the Eritrean insurgency. No person symbolized these aspirations better than General Aman Andom, an officer of Eritrean origin who was unshakably Ethiopian in his orientation. Intimidated by the enormity of the task they were embarking upon, the group of officers who deposed the emperor and seized state power in September 1974 had no choice but operate behind his imposing figure. He was made chairman of the Derg, as the committee of 110 or so officers and NCOs who were steering the course of the revolution came to be known.

But the delicate arrangement, which was reminiscent of the partnership between General Neguib and the Egyptian Free Officers led by Nasser some two decades earlier, was bound to unravel. The Derg wanted Aman to be nothing more than a ceremonial head of state. Aman, who was a strong-willed person and not entirely

without political ambition of his own, had other ideas. More fundamentally, Aman and the Derg, more strictly its emerging strongman Mengistu, clashed over the handling of the Eritrean problem. The former understandably preferred a pacific approach; the latter opted for a military solution. The tragic finale was played out on a fateful evening of November 1974, when troops loyal to Mengistu stormed the general's residence. The general was killed in the shootout, accompanied by nearly sixty other senior government officials and members of the nobility (as well as a small number of former members of the Derg or its subordinate committees), whom the Derg executed that same evening, thereby ushering in unmistakable fashion the bloody chapter of the revolution.

Bereket himself had hurried back from Washington to join the revolutionary tide. He was appointed member of the Commission of Enquiry that was set up to investigate the misdeeds of officials of the fallen regime. The Commission could hardly pretend to conduct an impartial investigation amidst the aggressive media campaign that had been unleashed against the accused. Bereket himself incurred universal opprobrium for the way he harassed the fallen prime minister, Aklilu Habtewold, who, given the prevalent imperial power structure, had little executive power after all. Was Bereket perhaps taking revenge for the conduct of Aklilu's brother, Akalework, who as Vice Minister of Education had him recalled from his studies in England in 1953? To his credit, Bereket demonstrates a remarkable capacity to laugh at himself when he recounts an encounter in Mekelle, a provincial capital in the north, where he was hiding as he ran away for his life, when one of the women visiting the house he was staying in harshly criticized Bereket, who was listening incognito, for his conduct.

The killing of Aman Andom proved a turning point in Bereket's life. As a close associate of the general, Bereket soon found himself on the Derg's wanted list

and had to run for his life. The saga of his escape across central and northern Ethiopia is so full of drama that it is fit for a novel rather than a memoir. Bereket succinctly sums up his involvement with the Eritrean liberation movement thus: 'first as a mediator, then as relief organizer and finally as a full-fledged member of the EPLF' (p. 306). The mediation was between the two warring fronts, Eritrean Liberation Front (ELF) and Eritrean People's Liberation Front (EPLF). The relief work was with the Eritrean Relief Association (ERA). Despite some early disturbing signs of the dictatorship that EPLF was to evolve into, such as its methods of interrogation of suspects, Bereket plunged with gusto into the campaign for Eritrea's liberation. It was in his capacity as an uncompromising lobbyist for Eritrea's independence in academic and diplomatic venues that Bereket incurred the enmity of so many Ethiopians, including some who were his erstwhile friends.

Yet, the attainment of that independence left the big question of how independent Eritrea was to relate to Ethiopia wide open. In this respect, I recall meeting Bereket for the first time in my office at Addis Ababa University, only months after Eritrea's independence. He had come with the idea of a conference on Ethio-Eritrean cooperation. I was baffled by the initiative, coming as it did so soon after two decades of warfare that had pitted the two countries as totally irreconcilable entities. Bereket was not alone. Other Eritreans were coming to Addis in big numbers, some to enjoy the variegated cultural life of the capital, others to reclaim their parent's residential quarters. The bloody war of 1998-2000 notwithstanding, those gestures underscore the fact that the destiny of Eritrea and Ethiopia remains inseparable, and this is indeed the overall feeling that the reader comes out with after reading the book under review.



Once again, Professor Shivji has come out with a compelling book that will force all of us to scratch our heads and think, a work so powerful and so insightful that it will be well nigh impossible for anyone who will have read it to engage in any discourse about political and constitutional developments in Zanzibar, or about the nature, history and problems of the Union between Tanganyika and Zanzibar, without making reference to it.

As a historical record, it affords us a much clearer grasp of what came to pass at the various stages of the existence of Zanzibar as a nation and as part of the Swahili civilisation that has installed itself on the East African Coast over centuries. As a legal/constitutional treatise, it fine combs the major issues relating to legality, legitimacy and constitutionalism and bares the flaws that have plagued the Union because the principal protagonists in the narrative did not pay them the requisite heed. As a political commentary, the book brings to the fore the pitfalls inherent in trying to craft unity between states outside democratic processes on the one hand and, on the other, failing to comprehend fully the nature of the imperialist forces that

The Travails of the Tanganyika-Zanzibar Union

Jenerali Ulimwengu

Pan-Africanism or Pragmatism?
Lessons of Tanganyika-Zanzibar Union

by Issa G. Shivji

Mkuki na Nyota Publishers in association with OSSREA, ISBN 978-9994-455-21-8/978-9987-449-99-6

affect our lives as Africans and impel us to unite urgently. The book is a wake-up call that tells us that all is not well with the Union and it calls for more open debate on it.

What is more, as is his wont, Shivji is in no mood for taking prisoners; along the way, he does take quite a few sacred cows to the slaughter. It is this incisiveness and forthrightness in examining historical facts that lends this book its great value as a work of singular scholarship and a distinctive

contribution to our understanding of the Union between Tanganyika and Zanzibar in particular and the question of African Unity in general. In the process, he does not mince his words in dissecting the actions of all the protagonists involved in the story, from Julius Nyerere to Abeid Karume, from Aboud Jumbe to Abdulrahman Babu and others.

The book is divided into six chapters, each dealing with a thematic issue, offering

descriptive accounts and analytical insights, backed by earlier works by other writers (and Shivji's own earlier contributions) as well as personal testimonies of those still alive and able to recount the events as they lived them. It also has a rich appendix which should be a source of invaluable information for researchers. The end result is an invaluable reference document that has benefited from the contributions of a wide range of credible actors and worthy researchers.

Chapter One sets the scene by presenting a graphic description of Zanzibar during the struggle for independence and of the different ethnic, racial and class formations that vied with one another for political ascendancy. It is here that the book brings into relief the reality of Zanzibar as a sort of melting pot where groups with varied origins had already engendered a culture and civilisation and language that were distinctly Zanzibari in particular and Swahili in general, belonging to a large religio-cultural ensemble of city-states that straddled the East African Coast from Mombassa to Sofala in present-day Mozambique.

The rich tapestry of Zanzibari society thus brought together peoples who had

Having fought what many people considered a senseless war in 1998-2000, Eritrea and Ethiopia find themselves no nearer to peace some eight years later. With UNMEE, the UN force that has so far set the two forces apart, declared practically dead by both parties, there is nothing to prevent them from entering another round of fighting. The region has thus established a record for one of the longest armed confrontations in the world – a record that is now approaching the half century mark. This goes back to the first shot that was fired in the western hills of Eritrea in 1961 and signalled the birth of the Eritrean Liberation Front (ELF). Between then and now, the peoples of the region had a merciful respite only in the years between 1991 and 1998, the years, respectively, of the *de facto* independence of Eritrea and the onset of the new round of hostilities, during which time the ruling parties exhibited an outward camaraderie that concealed underlying tensions.

This fairly long history of bloody confrontation has left its mark on memory and identity. Eritrea and Ethiopia have come to be viewed as irreconcilable polarities rather than overlapping identities, as primordial enemies rather than estranged members of the same family. In this respect, Bereket Habte Selassie's book could not have come at a better time. As the memoirs of someone who straddled both worlds, the Ethiopian and the Eritrean, this account of his life and career is typical of so many other Eritreans who have lived in both worlds, some eventually eschewing one completely for the other, some continuing to grapple with these conflicting identities. But few have told the story with so much eloquence and erudition, even if one is bound to take issue with some of his interpretations.

The book, which is said to be the first part of a two-volume memoir, traces the author's life and career from his early childhood in the village of Adi Nifas (Hamasien, in the heart of highland Eritrea) to the attainment of Eritrean independence in 1991. Bereket, to use the Ethiopian form of addressing him, was the sixth child of a large family of nine children. It was a family dominated by the imposing figure of his father, Qeshi (Priest) Habte Selassie Gulbot, an Orthodox priest who had turned Protestant. The Protestant element was to be so crucial in the intellectual history of Eritrea, producing as it did the two personalities who embodied the divergent aspirations of the Eritreans at the end of Italian colonial rule in 1941 – Bairu Tedla, leader of the group that sought the union of Eritrea with Ethiopia (the Unionists), and Woldeab Woldemariam, generally recognized as the 'father' of Eritrean independence.

Bereket had his early schooling at the Scuola Vittoria in Asmara, routinely making the five-mile walk from and back to his village, Adi Nifas. But this did not last long. In early 1945, as the Second World War was coming to an end, Bereket (then aged about fifteen) and a friend found themselves on their way to Harar in eastern Ethiopia, to join a Lutheran school. The eventful journey across Ethiopia to the boys' final destination is narrated with remarkable memory and a good deal of wit, a feat that is repeated in his account of some of the defining moments of his life, including the marathon flight that he and fifteen other participants – drawn from the rival prestigious high schools Wingate and Kotebe – made to England for their higher education in October 1948, complete with a vignette of the ground hostess (Almaz), who 'shepherded' the young scholars to the plane.

Eritrea and Ethiopia: An Interminable Saga of Love and Hate

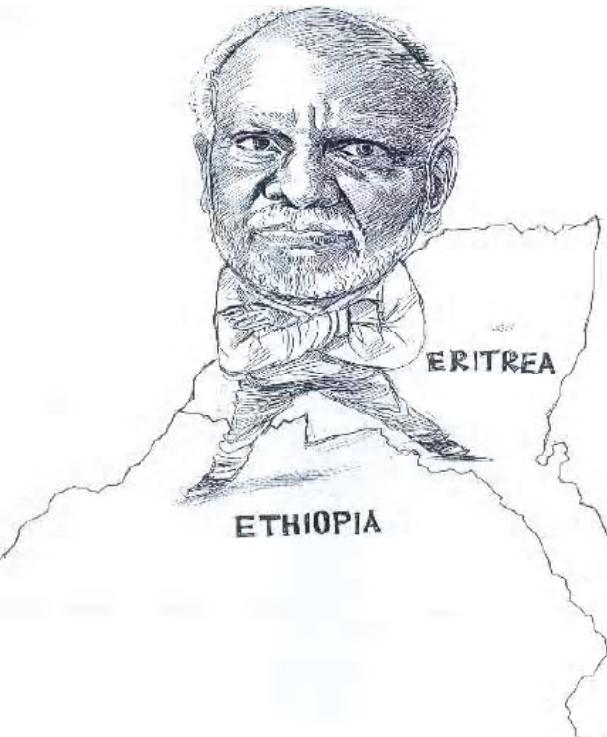
Bahru Zewde

The Crown and the Pen

The Memoirs of a Lawyer Turned Rebel

by Bereket Habte Selassie

The Red Sea Press, Inc., xvi+367pp., ISBN (PB) 1-569092-2763, (HB) 1-56902-2755



From his school days in Harar until his escape from the clutches of the Derg to join the EPLF, Bereket's life was to follow the trajectory of many an Ethiopian student and civil servant of his generation. Indeed, some of his most enduring friendships were to be with Ethiopians rather than Eritreans, such as Worku Habtewold, his constant companion both in high school and in England, the famous poet Mengistu Lemma, the artist Afework Tekle and Aseghid Tesema and Shimelis Adugna, who was to become the first Commissioner of the Ethiopian Relief and Rehabilitation Commission that was set up following the 1973 famine. A propos the last two, Bereket writes: 'Although eventually, differing views or opposed positions on the Eritrean question would send us our separate ways, I remember both Asseghid and Shimelis with fondness and gratitude' (p. 236).

Indeed, while Bereket could never forgive the 'Shoan intrigue' that precipitated his recall from his studies in England in 1953, he could not forget the steadfast support and encouragement that he encountered from so many 'Shoans'. In the end, that 'Shoan intrigue' turned out to be a unilateral act of the Vice Minister of Education, Akalework Habtewold. Bereket's forced repatriation was eventually terminated through the intercession of Emperor Haile Selassie's eldest daughter, Princess Tenagnework. It was also during his forced sojourn in Addis that he met, almost providentially, his future wife and mother of three children, Koki Menkir, also from a Shoan family. Some fifteen years later,

when Bereket was banished to Harar province, he fell into the warm embrace of the governor general, *Dejjazmach* Workineh Wolde Amanuel, and his family. Finally, his return to grace and to a new post of Legal Adviser at the Ministry of Interior was masterminded by the minister, *Bitwaddad* Zewde Gebre Hiwot, who persuaded the Emperor that it would be easier to watch over the dangerous element that Bereket was purported to be in the capital rather than in a distant province.

At the centre of the whole saga is, of course, Emperor Haile Selassie himself. Hence the title of the book. Even before Bereket relocated to Ethiopia, he recalls the Eritrean fascination with the young prince Tafari (as the emperor was called before his coronation in 1930). Many Eritreans had moved to Ethiopia in search of education and employment. Tafari patronized a number of them, notably the famous Lorenzo Ta'ezaz, who rose to become foreign minister after Ethiopia's liberation from Fascist Italian occupation in 1941. Bereket recalls songs in praise of the emperor, still fondly remembered as Tafari, during his period of exile in 1936-41. Haile Selassie was, as he puts it, 'a palpable force in the minds of many Eritreans, particularly among the literati' (p. 42). In view of this assessment, it is difficult to agree with the author when he reduces the attachment so many Eritreans under Italian colonial rule evinced for the emperor and Ethiopia as a matter of choosing between 'an African neighbor as against a European occupier' (p. 43).

Bereket gives us some memorable descriptions of his encounters with Haile Selassie. At his first audience, when asked who his father was, Bereket had the temerity to tell the sovereign that he would not know him, oblivious of the fact that the emperor would be briefed thoroughly about someone's background before giving him/her an audience, all the more so as Bereket's father happened to be an active member of the Unionist party. When Bereket returned from his studies abroad, he was asked with the fundamental and almost non-translatable question: 'mindenew yedekemkibet?' which the author bravely translates into 'what was your endeavor on?' (p. 126). When it came to the laureate's future occupation, the emperor was not amused when Bereket expressed his preference to practice law; he was, as was imperial wont, summarily assigned to work in the Ministry of Justice, where he rose convened earlier in the year by Nkrumah. Five years later, the Organization of African Unity was born in Addis Ababa. Bereket, who was a member of the Ethiopian committee that drafted the OAU charter, gives us some vivid descriptions of those heady days – Nkrumah stepping ceremonially over a slaughtered sheep, the tumultuous welcome that the Muslim population of Addis Ababa accorded the Egyptian president, Gamal Abdel Nasser, the emperor imploring Sekou Touré ('Mon fils, je vous prie') to dissuade Nkrumah from walking out when he saw that his call for a strong union was going to be rejected by the majority, and the dramatic confrontation between the Somali president and the Ethiopian prime minister.

Bereket's estrangement with the imperial system – the battle between the 'crown and the pen' – came at two levels, first as an Ethiopian then as an Eritrean. While in London, he was part of the budding student movement that was destined to be the harbinger of the revolution that swept away the ancien régime. What began in more innocuous forms in the United Kingdom assumed a more radical flavour in the United States (where he had gone to study at UCLA), when he chaired the historic 1965 congress of ESUNA (the Ethiopian Students Union in North America), marking the decisive shift from a reformist to a revolutionary agenda. Back in Ethiopia, he was sympathetic to the rebellious figure of Garmame Neway, who was to be the brain behind the abortive coup of 1960 that was led by his brother, Brigadier General Mengistu Neway. Bereket recounts an interesting encounter with the third leader of the coup, Colonel Workineh Gebeyehu, Chief of Security, when the colonel let Bereket read the thick intelligence file compiled against him by security agents and then, to the utter astonishment of the author, burnt the whole file. The emperor had so much faith and confidence in his security chief that he remained in a "state of denial" about the colonel's involvement in the coup and kept asking for him long after he was dead.

Although it failed, the coup opened a new era in the history of political opposition to the regime. As Bereket concludes: 'Those historic events infused in the progressively inclined elites of the time – all those who desired change – a sense of empowerment, intimating the possibility of change. The question became: what kind of change and by what means?' (p. 165). Bereket, who was a member of that elite, began to work with kindred spirits towards that change, 'straddling two contradictory worlds – the one of high government office, the other of a secret underground movement' (p. 183). The agents of change

Contents/ Sommaire

Bahru Zewde	<i>Eritrea and Ethiopia: An Interminable Saga of Love and Hate</i>
Jenerali Ulimwengu	<i>The Travails of the Tanganyika-Zanzibar Union</i>
Anselme Guezo	<i>A Gender-Related Reading of the History of Danxome?</i>
Anselme Guezo	<i>‘Les Epouses du Leopard’ : Vers une Approche-Genre de L’histoire du Danxome ?</i>
Hassan Remaoun	<i>En rupture avec l’idéologie coloniale et à la rencontre de l’Afrique et de son histoire : Jean Suret-Canale(1921-2007)</i>
Mohamed Bensalah	<i>Sembène le Magnifique (1923-2007)</i>
Sidi Mohammed Mohammedi	<i>Immigrer vers le Sud : cas des communautés arabes en Afrique</i>
Brahim Hadj Slimane	<i>Quand les indigènes brisent l’écran: A propos du film Indigènes de Rachid Bouchareb</i>

CONTRIBUTORS/CONTRIBUTEURS

MOHAMMED BENSALAH est diplômé de l’Institut supérieur des arts de diffusion de Bruxelles, titulaire d’un DEA et d’un doctorat de l’Université de Paul Valéry, Montpellier III. Il est actuellement chercheur au Centre national de recherche en anthropologie sociale et culturelle (CRASC). Il a publié : « *L’iconographie face à l’histoire* », in « *Le fait colonial au Maghreb. Rupture et continuité* », sous la direction de Nadir Maarouf, Ed. l’Harmattan, Paris, 2007 et « *Les mutations du paysage audiovisuel international : problématiques actuelles* ». Ministère de l’enseignement supérieur Tunis, Université de la Manouba et Fondation Konrad Adenaeur, ouvrage collectif (Actes du colloque des 13 et 14 avril 2006).

ANSELME GUEZO is assistant professor of African History at the University of Abomey-Calavi (Republic of Bénin). He obtained a Master’s degree in History in 1979 (Benin), and a Ph.D at the University of Birmingham in 1989. He taught for about a decade at the University of Cape Coast in Ghana before he returned to his country. He has attended many conferences and workshops on the subject of Atlantic slave trade which is his area of specialisation.

SIDI-MOHAMMED MOHAMEDI est chercheur au Centre national d’anthropologie sociale et culturelle (CRASC), Oran, Algérie, et membre du comité de rédaction de la *Revue Africaine des Livres*. Après des travaux sur l’éducation, la jeunesse et la famille en Algérie, il s’oriente actuellement dans ses recherches de Doctorat vers la problématique des identités locales.

HASSAN REMAOUN enseigne la sociologie politique à l’Université d’Oran Algérie. Il est chercheur au Centre national de recherche en anthropologie sociale et culturelle (CRASC), Algérie. Il est membre du comité de rédaction de la revue *Insaniyat*, et éditeur en français de l’*Africa Review of Books*. Il est connu pour ses travaux sur le Mouvement national algérien et sur les questions de mémoire et d’histoire de l’Algérie contemporaine. Parmi ses dernières publications : Coordination (avec Sami Bergaoui) de l’ouvrage : *Savoirs historiques au Maghreb. Construction et usage*, Oran, Tunis, CRASC et CERES, 2007 ; coordination (avec Mohammed Bensalah) de l’ouvrage : *Images, mémoire, histoire. Les représentations iconographiques en Algérie et au Maghreb*, Oran, CRASC, 2007.

BRAHIM HADJ SLIMANE est actuellement journaliste au Quotidien *Algérie News* et chroniqueur au Quotidien *La Voix de l’Oranie*. Il a écrit aussi pour d’autres quotidiens comme *Algérie Actualité*, *La Tribune* et *El Watan*. Il a codirigé un ouvrage intitulé : *Pour Jean Sénac*, Editions Rubicube, Alger, 2004. Il a aussi contribué à des ouvrages collectifs tels que : *L’épreuve d’une décennie : L’Algérie, art et culture, 1992 - 2002* Paris, Editions Méditerranée, 2004 ; *Alger, mille ans de lumière*, Alger, éditions RSM, 2000 et *L’Algérie, histoire, société et culture*, Alger, Casbah Editions, 2000.

JENERALI ULMWENGU is a long serving journalist and political commentator based in Dar es Salaam. He has worked in various capacities, including ten years with the Pan-African Youth Movement in Algiers in the 1970s and 1980s. He served as a Member of the Tanzanian Parliament and a District Governor in the 1990s. He writes regularly in local papers and has been active in civil society movement in Tanzania and other parts of Africa.

BAHRU ZEWDE is Emeritus Professor of History at Addis Ababa University and Executive Director of the Forum for Social Studies. He is author of many books, notably *A History of Modern Ethiopia 1855-1991* and *Pioneers of Change in Ethiopia: The Reformist Intellectuals of the Early Twentieth Century*, and several articles.

Africa Review of Books (ISSN No. 0851-7592) is a biannual publication of the Council for the Development of Social Science Research in Africa (CODESRIA). The editorial production of the *Review* is managed by the Forum for Social Studies (FSS), Addis Ababa (Ethiopia), with the active support of the Centre National de Recherche en Anthropologie Sociale et Culturelle (CRASC), Oran (Algérie).

La Revue Africaine des Livres (ISSN No. 0851-7592) est une publication semestrielle du Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA). La production éditoriale est dirigée par le Forum des sciences sociales (FSS), Addis-Ababa, Ethiopie, avec le soutien actif du Centre national de recherche en anthropologie sociale et culturelle (CRASC), Oran, Algérie.

Editor: Bahru Zewde
French Editor: Hassan Remaoun
Managing Editor: Taye Assefa
Editorial Assistant: Nadéra Benhalima
Text Layout: Konjit Belete
Cartoon Design: Elias Areda

International Advisory Board

Ama Ata Aidoo, Writer, Ghana
Tade Aina, Ford Foundation, Nairobi, Kenya
Elikia M'Bokolo, École de Etudes en Sciences Sociales, France
Rahma Bourkia, Université Hassan II, Morocco
Paulin Hountondji, Université Nationale du Bénin, Benin
Thandika Mkandawire, United Nations Research Institute for Social Development (UNRISD), Geneva, Switzerland
Adebayo Olukoshi, Council for the Development of Social Science Research in Africa (CODESRIA), Dakar, Senegal
Issa G. Shivji, University of Dar es Salaam, Tanzania
Paul Tiyambe Zeleza, Pennsylvania State University, USA

Editorial Office:
Forum for Social Studies
P.O.Box 25864 code 1000,
Addis Ababa, Ethiopia
Tel: (251)-11-6297888/91, Fax: (251)-11-6297889
E-mail: fss@ethionet.et

Contributions in French should be directed to:
CRASC, cité Bahi Ammar, Bloc A, No 01 Es Sénia, Oran, Algeria
Tel: 213-41-419783/85, Fax: 213-41-419782
E-mail: crasc@crasc.org or ral@crasc.dz

The views expressed in issues of the *Africa Review of Books* are those of the authors and do not necessarily reflect those of CODESRIA, FSS or CRASC.

ARB Annual Subscription Rates: Africa - Individual \$10, Institutional \$15;
Rest of the world - Individual \$15, Institutional \$20.

Advertising Rates (in USD)

Size/Position	Black & White	Colour
Inside front cover	2000	2800
Back cover	1900	2500
Full page	1500	2100
Three columns	1200	1680
Two columns	900	1260
Half page horizontal	900	1260
Quarter page	500	700
One column	350	490

Advertising and subscription enquiries should be addressed to:

Publications Programme
CODESRIA
Avenue Cheikh Anta Diop X Canal IV
BP 3304, cP18524
Dakar, Senegal
E-mail: codesria@codesria.sn
Website: www.codesria.org

© CODESRIA 2008. All rights reserved.

The Council for the Development of Social Science Research in Africa (CODESRIA) is an independent organisation whose principal objectives are facilitating research, promoting research-based publishing and creating multiple forums geared towards the exchange of views and information among African researchers. It challenges the fragmentation of research through the creation of thematic research networks that cut across linguistic and regional boundaries.

CODESRIA publishes a quarterly journal, *Africa Development*, the longest standing Africa-based social science journal; *Afrika Zamani*, a journal of history; the *African Sociological Review*; *African Journal of International Affairs (AJIA)*; *Identity, Culture and Politics: An Afro-Asian Dialogue*; *Africa Media Review*; *The African Anthropologist*; and co-publishes the *Journal of Higher Education in Africa*. Research results and other activities of the institution are disseminated through 'Working Papers', 'Monograph Series', 'CODESRIA Book Series', and the *CODESRIA Bulletin*.

AFRICA REVIEW OF BOOKS

Notes for Contributors

The *Africa Review of Books* presents a biannual review of works on Africa in the social sciences, humanities and creative arts. It is also intended to serve as a forum for critical analyses, reflections and debates about Africa. As such, the **Review** solicits book reviews, review articles and essays. Contributions that traverse disciplinary boundaries and encourage interdisciplinary dialogue and debate are particularly welcome.

Reviews and essays should be **original** contributions: they should not have been published elsewhere prior to their submission, nor should they be under consideration for any other publication at the same time.

The recommended **length** of manuscripts is 2,000 words, with occasional exceptions of up to 3,000 words for review articles or commissioned essays. Notes (which should be submitted as endnotes rather than as footnotes) should be used sparingly.

Manuscripts should begin with the following **publication details**: title of the book; author; publisher; number of pages; price; and ISBN number.

Manuscripts are best sent electronically as e-mail attachments. If sent by post as hard copy, they should be accompanied by soft versions on diskette in the MS Word or RTF format. Authors should also send with their submissions their full address and institutional affiliation as well as a short bio-data (including a sample of recent publications) for use on the "Notes on Contributors" section.

Authors are entitled to two copies of the issue of the **Review** in which their contributions are published.

All communications (contributions, editorial correspondence, books for review, as well as subscription and advertising enquiries) should be addressed to:

Africa Review of Books
Forum For Social Studies
P.O.BOX 25864 code 1000
Addis-Ababa, Ethiopia

Tel: 251-11-629 7888/91
E-mail: fss@ethionet.et

REVUE AFRICAINE DES LIVRES

Notes Aux Contributeurs

La *Revue Africaine des Livres* présente une revue semestrielle de travaux sur l'Afrique dans le domaine des sciences sociales, des sciences humaines et des arts créatifs. Elle a pour but de servir de forum pour des analyses critiques, des réflexions et des débats sur l'Afrique. À ce titre, la Revue souhaiterait recevoir des articles critiques, des essais et des comptes-rendus de livres. Les contributions qui transpercent les barrières disciplinaires et encouragent le dialogue interdisciplinaire et les débats sont particulièrement les bienvenues.

Articles critiques et essais devront être des contributions originales: elles ne devront avoir fait l'objet d'aucune autre publication avant d'avoir été proposées, pas plus qu'elles ne pourraient être prises en considération pour d'autres publications au même moment.

La longueur recommandée pour les manuscrits est de 2.000 mots, avec d'éventuelles exceptions pour les articles critiques commandités. Les notes (qui devraient être proposées en fin plutôt qu'en bas de page) devront être utilisées de façon très succincte.

Les manuscrits devront commencer avec les détails de publication suivants: titre de l'ouvrage, auteur, éditeur, nombre de pages, prix et numéro ISBN.

Les manuscrits devront être envoyés par courrier électronique de préférence en tant que fichier attaché. S'ils sont envoyés par poste sous forme de copie originale, ils devront être accompagnés d'une version sous forme de disquette MS Word ou au format RTF. Les auteurs devront aussi soumettre leurs contributions en mentionnant leur adresse complète, leur institution de tutelle ainsi qu'une brève note biographique (avec un aperçu des publications les plus récentes) qui pourra être utilisée dans la section "Notes sur le contributeur".

Les auteurs auront droit à deux exemplaires du de la **Revue** dans lequel paraîtra leur contribution.

Toutes les communications (contributions, correspondance éditoriale, livres pour comptes-rendus, ainsi que les abonnements et toute information concernant la publicité) devront être adressées à :

Africa Review of Books
Forum For Social Studies
P.O.BOX 25864 code 1000
Addis-Ababa, Ethiopia

Tel: 251-11-629 7888/91
E-mail: fss@ethionet.et